

2€

espace de
libertés



espace de

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | JUILLET 2012 | N°410

Olympiade voilée ?

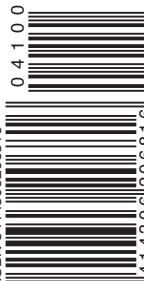
Le sens des vacances

Rousseau
aujourd'hui

Éditeur responsable: Eléane Depoost - CP 230 Campus de la Plaine ULB - Av. M. Fraiteur - 1050 Bruxelles - Bureau de distribution: P 204036 - Mensuel de distribution par abonnement



ISSN 5414306206816



5 414306 206816

ÉDITORIAL

- 3** Pour faire échec à tous les racismes : éduquer à la pensée libre
Yves Kengen

DOSSIER

Le sens des vacances

- 5** La conquête des vacances — Christian Vanderwinnen
7 Quelles vacances ? De quelques constantes sociologiques
Saskia Cousin
9 Vive les pingouins ! — Stephen Gautier
10 Regard sur le tourisme social — Luc Greffier
12 Raconte-moi tes vacances, je te dirai qui tu es... —
Marie-Paule Eskenazi
14 Le tourisme durable : marketing vert ou alternative postcapitaliste ? — Bernard Duterne
16 Tourisme et environnement : un couple complexe —
Jean-Michel Decroly et Frédéric Dobruszkes
18 Sea, sun and big business — Luc Greffier
19 Des racines et des ailes — Geoffroy Carly
21 La méthode Mireuit appliquée au tourisme — Blandine Giam-biasi

EUROPE

- 23** Les humanistes laïques européens élisent Pierre Galand —
Benoît Feyt
24 Les noces bataves — Pascal Martin

MONDE

- 26** JO : cinq anneaux et un voile — Pascal Martin

27 BRÈVES

ENTRETIENS

- 28** Le nourrisson de la nature — L'entretien de Jean Sloover
avec Raymond Trousson

SOCIÉTÉ

- 31** La Belgique ne se compte plus — Olivier Bailly

CULTURE

- 32** En relisant *Les Misérables* — Pascal Martin

PASSEUR DE LIVRES

- 33** Obsessions textuelles — Jean Cornil



6



26



29



31

Éditrice responsable : Éliane Deproost

Rédaction, administration et publicité

Rédacteur en chef : Yves Kengen - Secrétaire de rédaction : Amélie Dogot

Production, administration et publicité : Fabienne Siegnyne

Documentation : Anne Cugnon. Maquette : Grab It - Impression : Klamro

Fondateur : Jean Schouters

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage

du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action

Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données

personnelles et les faire rectifier.

En couverture : © Tuta Vieira

espace de
Libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque,
asbl et des Régionales asbl, à Bruxelles,
allée du 20 Mars, Charleroi, Liège,
Luxembourg, Namur et Picardie.



Pour faire échec à tous les racismes : éduquer à la pensée libre

Yves Kengen

Rédacteur en chef

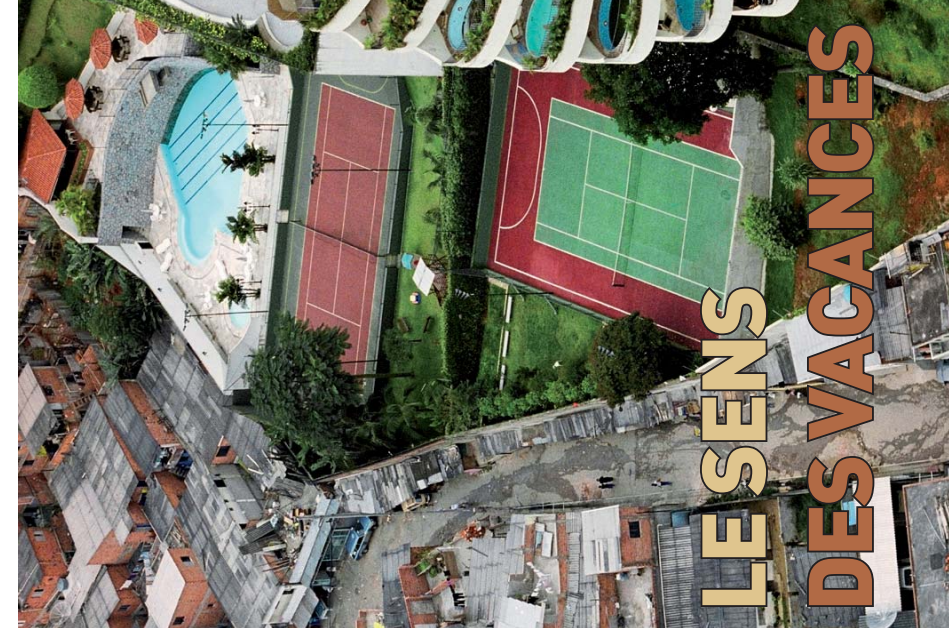
Le meurtre d'un jeune homosexuel, la Gay Pride et les débats sur la légalisation du mariage homo aux États-Unis et en France se sont conjugués pour alimenter ces derniers jours les gazettes et talk-shows. La Belgique se réveille stupéfaite, alors qu'elle pensait avoir normalisé l'homosexualité grâce à sa législation, parmi les plus progressistes du monde, qui prévoit notamment l'ouverture des procédures de mariage et d'adoption aux couples de même sexe.

Cependant, à l'inverse de la xénophobie ou de l'antisémitisme, l'homophobie n'est pas majoritairement prise comme une forme de racisme. Il n'existe d'ailleurs pas en Belgique de loi réprimant les actes spécifiquement motivés par l'homophobie. La loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discriminations insère pour une série de délits et crimes une circonstance aggravante dans le cas où ceux-ci sont inspirés par une haine envers une personne en raison de critères dits protégés, incluant l'orientation sexuelle. Ceci ne vise donc que les agressions physiques, et non les agressions verbales homophobes qui restent donc actuellement impunies légalement.

Pour le Centre d'Action Laïque, l'autonomie et la liberté de chacun sont des valeurs fondamentales. Depuis quelques années, les tentatives pour brimer l'émancipation de l'individu et particulièrement l'émancipation sexuelle se multiplient. Ce recul se produit conjointement aux velléités de reprise en main, par les institutions religieuses, du «moralement correct» en matière d'éthique et de sexualité : manœuvres des lobbys religieux au Parlement européen, prises de position de certains prélat vis-à-vis de la démocratie parlementaire, émergence de groupes appelant à interdire à tous des libertés individuelles condamnées par leur dogme. Nous assistons, ni plus ni moins, à un retour de «l'ordre moral». On retrouve là les clichés mortifères des religions monothéistes, cultivant l'ascèse, la souffrance et l'abstinence, bannissant les plaisirs terrestres pour une récompense dans l'au-delà. Au cœur de la question, la sexualité qui, pour les traditionalistes, peut s'exercer uniquement dans un projet familial et hétérosexuel, voire uniquement à des fins de reproduction.

L'homosexualité n'est ni une maladie, ni une perversion. Seule une éducation volontariste à la différence pourra ancrer cette réalité dans l'esprit des membres d'une société de paix. Les religions et leurs interdits ne peuvent servir de bouclier au repli sur soi et au rejet de l'autre «sexuellement différent». C'est par l'éducation à la différence que l'on pourra offrir aux prochaines générations les connaissances et l'expérience nécessaires à une meilleure compréhension des réalités de chacun.

L'assassinat homophobe du jeune Ishane Jarfi est la triste occasion de réitérer nos revendications pour la mise en place d'un programme scolaire d'éducation relationnelle, sexuelle et affective à l'attention de tous les élèves, indépendamment de toute option philosophique ou confessionnelle. C'est par l'échange, dès le plus jeune âge, de paroles et d'expériences au cours d'animations encadrées par des professionnels que les mentalités pourront changer. C'est notre devoir d'adultes et de citoyens d'y veiller afin d'éradiquer ces formes de discriminations et d'agressions indignes de notre société démocratique. ■



Parler des vacances en juillet, c'est comme parler de Noël en décembre. En jargon journalistique, on appelle ça un marronnier. Un sujet périodique qu'on ressort en certaines occasions quand on n'a rien d'autre à se mettre sous la plume. Sauf que... Sauf que les vacances, c'est aussi –et surtout– un phénomène sociologique dont on peut se demander s'il n'obéit pas, comme l'économie, la culture ou l'alimentation par exemple, à des modèles standardisés qui bident la liberté de tout un chacun d'effectuer des choix réellement autonomes. Sauf que les vacances, et le tourisme en général, constituent le premier secteur économique mondial en termes marchands, avant le pétrole. Sauf que les vacances, c'est ce à quoi aspirent la plupart des familles (occidentales) et qu'elles sont de moins en moins nombreuses à pouvoir se les offrir. Sauf que les vacances peuvent (aussi) se révéler, pour ceux qui y ont accès, un formidable vecteur d'émancipation au travers d'une foule d'initiatives qui ne sont pas toujours (loin de là) les plus onéreuses.

À l'heure où les marronniers fleurissent, découvrez ce tour d'horizon de l'univers vacancier, avant que les châtaignes ne nous pleuvent sur la tête.

Yves Kengen
Rédacteur en chef

- La conquête des vacances
- Quelles vacances ? De quelques constantes sociologiques
- Vive les pingouins !
- Regard sur le tourisme social
- Raconte-moi tes vacances, je te dirai qui tu es...
- Le tourisme durable : marketing vert ou alternative postcapitaliste ?
- Tourisme et environnement : un couple complexe
- Sea, sun and big business
- Des racines et des ailes
- La méthode Mireuil appliquée au tourisme

La conquête des vacances

Christian Vanderwinnen
Journaliste et président du Comité technique du tourisme social

Ce qui semble aujourd'hui une évidence, un droit, voire une douce habitude, les vacances ou les congés payés, ne sont pas tombés du ciel. Un droit, certes, mais conquis de haute lutte, même s'il ne le fut pas dans la poudre et le sang.

Et deux semaines plus tard, le Belge Sylwère Maes remporte le trentième Tour de France devant Antonin Magne. Une année particulière, on vous le disait...

Ce furent donc six jours de congés pour la plupart des travailleurs, et cela prit l'allure d'un symbole important dans l'histoire sociale belge, symbole toujours bien vivant trois-quarts de siècle plus tard.

Ces congés, réclamés périodiquement depuis une dizaine d'années, furent accordés dans la fébrilité estivale de la mobilisation des travailleurs, mais aussi dans un contexte politique particulier où le gouvernement fit entendre raison, sur ce point en tout cas, au patronat. L'exposé des motifs de la loi de juillet 1936 faisait explicitement référence à des raisons physiologiques (le besoin de repos face aux limites de l'effort humain), mais aussi à des motivations morales et sociales. S'il était question de repos, on parlait aussi, et surtout, de dignité... La notion de loisirs apparaissait déjà en filigrane. On y reviendra. Et Jean Gabin chantait *Quand on s'promène au bord de l'eau* dans *La Belle Équipe* de Julien Duvivier, un film bien dans l'air du temps...

Au-devant de la vie...

Si les quatre semaines de vacances annuelles actuelles semblent une évidence, la route fut longue pour y parvenir. Il fallut attendre 1938 pour que tous les travailleurs (et travailleuses !) aient droit à une semaine de congés et, par la même loi, deux semaines de vacances furent accordées à tous les travailleurs de moins de 18 ans.

Les trois semaines de vacances ne sont acquises qu'en 1966 et la quatrième semaine ne fut instaurée qu'en 1975, soit près de 40 ans après la loi de 1936. Quant à ce qu'on appelle le « double pécule », c'est-à-dire ce que le salarié touche en plus du salaire normal de ses jours de vacances, il s'applique progressivement, semaine après semaine, entre 1948 et le milieu des années 70. Aucun de ces acquis ne fut un cadeau, mais le résultat d'un rapport de force.

Les images traditionnelles de ces premiers congés payés sont assez classiques. On y voit immanquablement des jeunes, sac sur le dos, en train, en auto-stop ou en tandem ▶

Quelles vacances ? De quelques constantes sociologiques

Saskia Cousin

Maîtresse de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Lorsque l'on parle de vacances et de tourisme, trois idées contradictoires mais persistantes viennent à l'esprit : la distinction sociale, la libération et la destruction. Analyse.

Français reste le séjour en France (80% des séjours) à la mer (40% des séjours). Plus de la moitié d'entre eux logent chez des parents ou des amis, dans le but de se retrouver en famille, entre amis, pour se reposer. Le sport et la culture sont des motivations très secondaires. L'on peut aisément extrapoler ces données à la Belgique, à une exception : le pourcentage de Belges qui partent en vacances à l'étranger est beaucoup plus important, pratiquement inverse vis-à-vis des Français : 76% en 2002, dont un quart pour la France.

Par ailleurs, le niveau de revenu reste très discriminant : ce sont les cadres qui partent le plus souvent, et le plus fréquemment dans des hébergements marchands et des résidences secondaires, vers des destinations plus lointaines et pour des séjours plus longs que les autres. Ils consacrent aux vacances une part de leur budget non alimentaire presque trois fois plus importante que celle des ouvriers. Les écarts observables dans les pays occidentaux se retrouvent à l'échelle mondiale, de manière plus exacerbée encore. Ils reflètent les disparités économiques, mais aussi les politiques de restriction des mobilités, notamment en matière de délivrance de visas touristiques aux personnes originaires d'un pays du Sud, qu'elles y résident ou aient émigré en occident.

« Le tourisme peut également avoir pour but de se révéler à soi-même. »

Une norme sociale

Toutefois, à niveau de revenu identique, les pratiques de vacances ne sont pas forcément semblables : au sein d'une même classe sociale, par exemple, tout le monde ne part pas nécessairement en vacances. Les inégalités vacancières s'expliquent également par l'âge, le lieu de résidence, les niveaux de diplômes et les effets de génération. Les retraités européens partent de plus en plus souvent et de plus en plus loin, même si les voyages se raréfient avec l'arrivée du grand âge. Ils sont devenus les cibles privilégiées des agents de voyage, qu'il s'agisse des circuits de randonnées, des croisières en Méditerranée ou des formules destinées aux grands-parents et à leurs petits-enfants. L'importance du départ en vacances ▶

Qui, quand comment ? Des écarts structurels

Des années 50 aux débuts des années 90, le taux de départ en vacances des Français passe de 30% à 40% de la population. Depuis cette date, ce taux reste stable aux alentours de 60,65% en France comme en Belgique, quelle que soit la conjoncture. Malgré le Front populaire, les Trente Glorieuses et le low cost, la démocratisation du voyage n'a donc jamais totalement abouti : plus de 40% des Belges et des Français ne partent pas en vacances. De plus, 91% des déplacements touristiques sont en réalité des séjours : seuls 9% donnent lieu à des circuits. Le modèle majoritaire de vacances des

1936 : les premiers congés payés libèrent le peuple, mais pas encore toutes les audiences...

En réaction, Henri Janne qui fut, entre autres, directeur de l'Office national des congés ouvriers déclara que « dans des pays où la population était attachée à sa liberté personnelle, il ne pouvait être question de rassembler la classe ouvrière dans des organismes officiels disposant de la gestion exclusive des loisirs ». Et il ajoutait : « Les loisirs des travailleurs seront l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Le sens même du « pécule de vacances » était bien de donner aux travailleurs l'opportunité (et les moyens financiers) de faire un choix personnel quant à leurs loisirs. Encore fallait-il qu'il y ait des offres et des propositions... Une autre aventure commence alors, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec les centres de vacances et de tourisme social des mutuelles et des syndicats, essentiellement en bord de mer et en Ardèche. La société des loisirs est en embuscade et va séparer dès la fin des années 50, avec le triomphe de l'automobile et l'ouverture au monde. Et Charles Trenet chantait la *Route nationale 7*, qui faisait, dès 1955, de Paris la banlieue de Saint-Paul-de-Vence... Une autre histoire débute, pour le meilleur et pour le pire. Les vacances deviennent un produit... ■

Pour en savoir davantage :

- Jean-Pierre Chabrol, *L'Embellie*, Paris, Plon, 1968.
- Georges Colonges, *L'Été du Grand Bonheur*, Paris, Presses de la Cité, 2000.
- Martin Pignet, *Été 36 - Sur la Route des Vacances en Images et en Chansons*, Paris, Omnibus, 2006.
- Bertrand Poirot-Dupech, *L'Été 36*, Paris, Gallimard, 1984.
- Christian Vanderweinen, *Les Rendes-Vous du Bout du Monde*, Bruxelles, LAJ, 1993.

Quelques liens intéressants :

- « Les vacances annuelles en Belgique. La genèse et l'évolution », sur [www.onvabe.be](http://solidairesmatmut.wifeo.com).
- « Histoire des vacances », sur <http://solidairesmatmut.wifeo.com>, rubrique « rubrique « Histoire du syndicalisme » ».
- « Historique des congés payés avec témoignages », sur www.ina.fr.

partir au-devant de la vie (comme le disait avec à-propos une chanson de cette époque) ou des familles modestes découvrir la mer ou l'océan sous le regard pour le moins inquiet des bourgeois qui en avaient jusque-là l'unique jouissance...

Des structures comme les auberges de jeunesse (AJ) existaient depuis quelques années dans toute l'Europe et purent accueillir leurs jeunes hôtes, mais les grandes structures d'accueil des vacances ouvrières devaient encore voir le jour sous l'impulsion des organisations ouvrières. L'aventure du tourisme social pouvait commencer. Arrêtons-nous un instant sur l'aventure des auberges de jeunesse. Elles ont vu le jour en Europe dans la première moitié des années 30 et étaient suffisamment structurées en 1936 pour accueillir la vague de jeunes vacanciers avides de liberté. Les AJ étaient une structure assez avant-gardiste, qui s'est distinguée dès l'origine des mouvements scouts, en prônant un développement individuel dans la solidarité et le voyage, et des mouvements de jeunesse catholiques, en instaurant immédiatement la mixité, si pas dans les dortoirs, au moins dans les autres pièces... Cette dernière constituait une domnie essentielle de la philosophie éducative de ce mouvement.

Ce ne fut pas évident à revendiquer, jusque dans les années 50 quelquefois. Et Maxime Gorki mourait aux prémices de ce bel été...

Liberté de choix

Les congés acquis, fut-ce au compte-goutte, encore fallait-il que les vacances deviennent une réelle pratique sociale au-delà du simple temps libre. En Belgique, ce principe a très tôt voulu se distinguer des vacances ouvrières telles qu'elles étaient pratiquées de manière extrêmement collective et encadrée dans l'Allemagne nazie par exemple. Il faut savoir que c'est en utilisant des slogans du type « *Gebot der Arbeit - Gebot des Urlaubs* » [Devoir de travail - Devoir de vacances] qu'Adolf Hitler réussit à présenter le droit social en matière de vacances annuelles comme une réalisation du nazisme.

quand on est retraité nous prouve que ce qui s'oppose aux vacances, ce n'est plus le travail, mais le quotidien. Avec la réduction du temps de travail, les congés payés, et l'accès à la retraite (en relative) bonne santé, le temps libre est en effet devenu, en Europe, un élément de la vie quotidienne, qui comprend également le travail, ou le chômage. En revanche, les vacances, et plus encore le tourisme, s'opposent au quotidien, occupant le temps autrefois dévolu aux fêtes religieuses et aux pèlerinages.

Le devoir de partir qu'impose la société de consommation n'est pas ressenti par tous comme une injonction.

Le devoir de partir qu'impose la société de consommation n'est pas ressenti par tous comme une injonction. Certains non-partants le vivent comme une exclusion, mais d'autres se réapproprient ce temps libéré pour bricoler, jardiner, ou affirmer leur capacité de distanciation vis-à-vis des normes. Il reste que le départ en vacances des enfants relève à la fois du devoir parental, d'éducation et de la réalisation de vœux par procuration pour les parents. Et la culpabilité exprimée par les parents qui ne peuvent pas faire partir leurs enfants marque l'intériorisation de cette obligation sociale.

Pourquoi part-on ?

La quête d'authenticité est souvent considérée comme l'une des motivations centrales du touriste cherchant, en vain, à fuir l'aliénation de la vie moderne. D'où la multiplication de voyages visant à se démarquer du tourisme ordinaire, en termes de destinations et, de plus en plus, d'expériences vécues. La possibilité de rencontrer « l'autre » (en l'occurrence les populations locales) fait partie des expériences très valorisées dans un contexte où les notions d'« écotourisme », de « tourisme soutenable », « ethnique », « solidaire » ou encore « humanitaire » bénéficient d'une médiatisation importante. Donner du sens, ce peut être aussi s'intégrer au sein de collectifs ayant trait à la vie quotidienne, politique, rituelle ou artistique. C'est par exemple le cas des séjours « politiques » au Chiapas, des stages de musique et de danse « du monde » – lango à Buenos Aires, djembé à Conakry – ou encore du *woofing*, où l'on s'implique dans l'activité d'une ferme agricole.

De la rencontre de l'autre à la découverte de soi, il n'y a qu'un pas, et c'est l'objectif de milliers d'Américains d'origine africaine, asiatique ou européenne qui partent à la découverte du pays ou du continent de la communauté diasporique à laquelle ils s'identifient. Qu'il s'agisse de l'Irlande ou du Ghana, la recherche mémorielle peut être communautaire, religieuse ou familiale. Un tourisme de l'adoption se structure également : les enfants adoptés, notamment asiatiques, partent (re)trouver leur pays d'origine, voire leurs parents biologiques. Au sein d'un même pays, la relation que les urbains entretiennent avec les campagnes peut aussi s'interpréter comme une forme de retour sur soi, sur sa famille, une interrogation sur son propre mode de vie en relation avec ses origines rurales. L'achat d'une croisière sur le Nil ou la réservation dans un hôtel-club en Tunisie, l'action, la

récréation et le repos ne relève certes pas de la quête de distinction ou d'authenticité. Pourtant, ces séjours permettront à certains de vivre, par exemple, de « vraies vacances » moments en famille. Le tourisme peut également avoir pour but de se révéler à soi-même. À la croisée du développement personnel et de l'expérience de la prise de stupéfiants, certains touristes parcourent le monde, s'initiant au peyotl au Mexique, à l'ayahuasca au Pérou ou à l'iboga au Gabon. D'autres choisissent de se confronter à leurs limites physiques en cultivant le danger, par exemple dans le cas des expéditions dans l'Himalaya.

Le sens que l'on donne à ses vacances est socialement situé, mais il est aussi très culturel. Par exemple, qu'ils visitent l'Europe ou l'Asie, les touristes chinois recherchent des infrastructures, des hébergements et des loisirs qui incarnent la modernité. Cette préférence explique le succès des gratte-ciels, des parcs d'attractions, mais aussi des sites naturels et traditionnels reconstruits et mis en scène. La différence avec les motivations des Occidentaux se situe dans l'asymétrie des désirs : les Asiatiques recherchent l'authenticité au passé, tandis que les Asiatiques recherchent les symboles du présent, et des sites « authentiquement » touristiques, donc modernes. Ainsi, un building ou un parc à thème visité en groupe organisé pourra-t-il susciter des expériences vécues comme plus authentiques qu'une rencontre « solidaire » avec les habitants d'un village burkinabé. ■



À Chaux-de-Fonds, en Suisse, à l'extrême du monde.

Vive les pingouins !

Stephen Gautier
Dirigeant d'entreprise et conseil en management

Qu'est-ce que partir en vacances si ce n'est se soustraire à ses responsabilités et risquer de perdre une place si durablement acquise dans l'impitoyable compétition pour préserver sa carrière ? Cette bien téméraire désertion sera – au mieux – considérée comme totalement irresponsable en cette période préparatoire de crise économique et d'assauts concurrentiels. Pire encore, si votre absence est sans conséquence majeure, elle révélera à tous, la vanité de votre contribution professionnelle.

Sauf à être un réitératif compulsif qui – depuis 35 ans – passe ses vacances à Knokke chez sa mère, il faut impérativement justifier cette défection par un substantiel changement de repères. Quelle formule trouver alors pour éviter la sanction méritée pour cet abandon de poste ?

Un trekking en Laponie ou au Népal dégage un bilan carbone d'une violence équivalant à occire à la baïonnette un régiment de pingouins et ôte toute recevabilité à votre alibi d'aventure eco-friendly. Le low cost aérien, justifiable au plan économique, perd tout intérêt lorsque les 15 cm ou les 4 kg de dépassement du sac à dos s'avèrent englober un budget comparable à 4 mois de séances chez le psy. Séances pourtant nécessaires suite au traumatisme humiliant du strip-tease public qu'on a été obligé d'improviser à cause de la clef du cadenas qui a glissé dans la doublure du pantalon lors du passage des portiques de sécurité de l'aéroport.

Plus social et abordable, l'échange de logement oblige à mettre sous clef tous bibelots, objets high-tech et de valeur, dont bien sûr le service en cristal de feu tante Suzanne. Si celui avec lequel se réalise l'échange agit de même, on se retrouve de part et d'autre à se morfondre dans la terreur d'une effraction réciproque de la pièce où sont cachés nos trésors respectifs dans une résidence au charme et à l'agréement réduits aux attraits d'une cellule de moine trappiste.

Un stage spirituel de « cri primal » ou de « transcendance interpersonnelle cosmique » peut sembler induire une dimension plus « essentielle ». Mais ce stage au cours duquel on confronte péniblement le vide qui nous tennait à la grisaille intérieure de quelques névroses dépressifs au « mal-être » – certes rassurant – ne nous change finalement en rien de notre quotidien du bureau.



Quand les plages sont surpeuplées, l'appel du large est irrésistible.

Le choix d'une destination est également soumis à des aléas terrifiants. Le souci du climat ne se résume plus au seul risque météorologique. Il est devenu économique, social, monétaire et politique voire géopolitique. Qui peut exclure de se retrouver coincé dans un îlot grec par une compagnie charter en faillite avec des euros qui n'ont plus cours au milieu d'émeutes pendant le déclenchement de tensions frontalières avec la Turquie ? Imaginez de plus qu'il se mette à pleuvoir.

Où aller désormais ailleurs pour se mettre à l'abri de tous ces périls ? En fait, nulle part.

En outre, il faut réussir l'ultime épreuve de l'élaboration d'un récit crédible et valorisant que l'on aura – si tant est que nous figurions encore à l'effectif – à dispenser de retour au bureau. À nouveau se présente un angoissant dilemme. Si on a su trouver à prix imbattable le coin de paradis où on a déjà réservé pour l'année prochaine, nous ne voudrions pas risquer d'y côtoyer Francine de l'informatique ou Jérôme de la compta chaque matin au buffet du petit déjeuner. Si en revanche, on a – plus probablement – vécu un purgatoire terne et onéreux, notre crédibilité personnelle sera définitivement entamée sauf à faire vœu de silence et ne plus pointer le nez à la machine à café avant la Saint-Sylvestre.

Alors, en attendant que les inévitables et proches effets ruineux de la crise nous libèrent définitivement du stress du « devoir des vacances » et que la partition du pays nous permette – à peu de frais – le dépaysement de franchir plusieurs fois une frontière lors d'une même balade à vélo, privilégions économies et écologie. En fait d'exotisme, choisissons de dormir au milieu des géraniums de la véranda avec livraison quotidienne de sushi à domicile en lisant – enfin – les œuvres complètes d'Hemingway. Et pour les aventuriers les plus irrédutibles, optons pour une semaine de yourte mongole au milieu du parc de Tervuren et une descente en rafting du canal de l'Ourthe. Nous aurons ainsi définitivement triomphé du stress des vacances et acquis, en prime, l'indéfectible reconnaissance d'une cohorte de sympathiques volatiles polaires. ■

Regard sur le tourisme social

Luc Greffier

Maître de conférences - Institut universitaire de technologie Michel de Montaigne¹

En 1971, Jean Ferrat chantait *Touristes partis*, une rengaine qui évoquait l'ambiance d'une fin de saison estivale : « *Les touristes, touristes partis - Le village petit à petit - Retrouve face à lui-même - Sa vérité, ses problèmes...* » Qu'en reste-t-il ?

Pour en arriver à ce que le tourisme devienne en France une réalité populaire, une multitude d'acteurs s'est engagée depuis le début du XX^e siècle, après le vote en 1936 de la loi sur les congés payés² et après la Seconde Guerre mondiale, dans un processus d'accompagnement au départ en vacances des familles et des jeunes. État, associations, syndicats, comités d'entreprise, collectivités territoriales ont participé à un vaste mouvement qui s'est traduit au cours des années 70 par un phénomène de basculement sociologique (plus de 50% des Français partant désormais en vacances).

Ce processus qui allait imposer une nouvelle culture «vacancière» et la norme du départ, loin d'être le fait du hasard, s'est appuyé sur des politiques sociales et d'aménagement de l'espace spécifiquement dédiées au tourisme et affectées sur ce que certains appellent le «tourisme social».

Dimension qualitative

En 1976, le BITS a réactualisé sa définition du tourisme social en précisant dans le cadre de la déclaration de Montréal que «*toute entreprise de tourisme (association, coopérative, mutuelle...) dont l'acte fondateur ou l'objectif principal indique clairement poursuivre un projet d'intérêt général et rechercher l'accessibilité du plus grand nombre aux loisirs touristiques (se démarquant ainsi de la recherche du seul profit maximal) peut revendiquer son appartenance au tourisme social*». Ainsi se confirme, dans un contexte de massification de l'activité touristique, le glissement du tourisme social dans l'univers économique. Ce ne sont plus désormais les statuts juridiques ou les procédures utilisées qui légitiment les opérateurs du tourisme social mais les actions qu'ils mettent en œuvre au service d'un objectif clairement affirmé. Et cet objectif, considérant les vacances comme un droit, est bien d'en permettre l'accès au plus grand nombre.



1936: le Front populaire va promouvoir les premiers congés payés en France. Au centre, bras levés, Léon Blum et Maurice Thorez.

Mais au-delà de la seule militance pour le départ en vacances (souvent contraint par des réalités économiques) les acteurs du tourisme social se sont également positionnés sur un registre qualitatif: il ne s'agit plus ici seulement de partir en vacances, il s'agit de «bien partir». Cette dimension qualitative s'inscrit dans une perspective de lutte contre les supposés effets négatifs du tourisme de masse⁴ (celui-là même généré par l'objectif précédent). Lorsqu'en 2006, le Comité économique et social européen (CESE) précise les conditions qui selon lui doivent être réunies pour qu'existe une activité de tourisme social, il évoque en premier lieu des considérations matérielles:

- ✓ la présence d'une situation réelle d'incapacité totale ou partielle à exercer pleinement le droit au tourisme;
- ✓ l'engagement d'une institution pour vaincre ou réduire les obstacles empêchant une personne d'exercer son droit au tourisme.

Tourisme humaniste

Le CESE met également l'accent sur la réalisation d'actions qui contribuent à ce qu'un groupe de personnes fasse du tourisme en respectant les valeurs de durabilité, d'accessibilité et de solidarité. C'est cette dernière condition, qui revendique une vision humaniste du tourisme, que les membres du BITS soutiennent dans le cadre de l'addendum à la déclaration de Montréal signé en 2006. Ce document met en exergue la pertinence d'établir des formes de coopération et de partenariat avec «*les associations locales de développement, les entreprises d'économie sociale et solidaire engagées dans des opérations de finances solidaires, de commerce équitable et de microcrédit*». Si l'addendum précise l'importance d'une gestion valorisante du personnel, conforme aux lois sociales, il met également l'accent sur le fait que les actions de développement touristique doivent concerner les visiteurs et les visites; que les transactions économiques doivent permettre d'accroître les bénéfices et les retombées économiques pour les populations des pays d'accueil; que l'accueil de groupes dont la dimension est adaptée doit éviter les impacts négatifs sur les environnements naturel et culturel; que les voyages sont des moments privilégiés de découverte d'autres environnements, d'autres personnes et concourent à la réalisation du lien social. En d'autres termes, il s'agit de faire en sorte, comme l'évoque l'intitulé d'une campagne d'Agir ici, que «*le bonheur des uns ne fasse pas le malheur des autres*».

L'intégration de ces approches qualitatives par les acteurs du tourisme social traduit la sensibilité des publics aux nouvelles formes de tourisme et en particulier de l'écotourisme et du tourisme solidaire qui s'affirment plus particulièrement depuis 2003, année du premier Forum international du tourisme solidaire et du développement durable (FITSD) à Marseille.

Ainsi on peut dire que le tourisme social, conjugué aujourd'hui deux objectifs qui pourraient a priori apparaître antinomiques, celui originel, de permettre le départ en vacances pour le plus grand nombre (ce à quoi il a relativement réussi: environ 80% des Français, 40% des Belges partent régulièrement), celui de proposer des vacances de qualité (objectif plus complexe à appréhender et évaluer, qui concerne les pratiques et les impacts de cette activité).

Ainsi se confirme le glissement du tourisme social dans l'univers économique.

Pour ce faire, les opérateurs associatifs français du secteur, réunis dans le cadre de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNATA) ont engagé une démarche de valorisation de leurs efforts et validé en 2011 un document synthétisant 97 engagements. Si parmi ceux-ci la plupart ne semblent pas spécifiques au tourisme social (communication, réservation, hébergement, restauration, bar...), d'autres par contre présentent des engagements porteurs de valeurs fortes (appartenance à l'économie sociale, dimension humaine des entreprises, valorisation de la découverte des ressources locales, présence d'espaces de vie, de rencontre, d'échange et de convivialité...). Un accent particulier est mis sur l'animation qui se donne pour mission de proposer des activités (pour toutes les envies et surtout incluses dans le prix) qui développent des contenus de qualité garantis par le professionnalisme des équipes. Ainsi semble se dessiner une volonté de considérer les vacances comme un espace-temps propice, pour reprendre l'expression de Gérard Blitz, «*au développement de l'être-té*». On rejoint ici le discours de nombreux mouvements issus de l'éducation populaire, tels Toerisme Vlaanderen ou Vacances ouvertes, qui revendiquent la fonction éducative des vacances, cette fonction étant, selon Bogdan Suchodokti (philosophe, historien et professeur polonais, NDLR), partagée entre une pédagogie de l'essence (le développement des individus au maximum de leur possibilité) et une pédagogie de l'existence (préparation des individus à entrer dans la société, et, mieux à la transformer).

Ainsi, dans un contexte social et touristique où chacun aspire à combiner singularité, autonomie et liberté, où chacun semble adhérer à la formule «pendant les vacances tout est permis», on peut dire que les opérateurs du tourisme social, peut-être à contre-courant, continuent de défendre des projets fondés sur des valeurs de partage et d'échange, des projets qui aspirent à faire sens et qui s'inscrivent dans une perspective de vivre ensemble. ■

4 Jules Payot (1933): «Chamonix était délicieuse avant l'invasion des barbares»; Claude Levi-Strauss (1955): «Ce que vous nous montrez, voyages, c'est notre ordure lancée au visage de l'humanité»; Pierre Alar (1983): «Le tourisme défigure, corrompt»; Marc Auge (1997): «Le tourisme est la forme achevée de la guerre»; Pierre Sansot (1998): «Le tourisme participe de la liberté de notre société»; Georges Casas (1999) titre un de ses ouvrages Les nouvelles colonies de vacances? Le tourisme international à la conquête du tiers-monde; Sylvie Brunel (2008): «Le tourisme et les touristes s'affranchissent des frontières, s'enparent du monde, d'inséparant la planète...».

5 Neologisme employé par Gérard Blitz, fondateur du Club Méditerranée pour se démarquer de l'industrie du tourisme.

Raconte-moi tes vacances, je te dirai qui tu es...

Marie-Paule Eskénazi

Directrice de Tourisme autrement ASBL

Raconte-moi tes vacances : rappelez-vous, c'était le premier sujet abordé par les enseignants à la rentrée scolaire, histoire de leur permettre de découvrir qui étaient ces nouvelles têtes blondes mais insouciantes des frustrations que cela pouvait engendrer du côté de ceux –nombreux– qui avaient seulement rêvé de vacances.

Si je reprends cette formule, c'est parce qu'elle est d'application en 2012 : le choix de la formule de vacances définit –en partie du moins– le type de consommateur-touristique que nous sommes. Avec une double précision utile : en Belgique, un habitant sur deux ne part pas en vacances et au niveau international, un septième des habitants de la planète sont susceptibles de visiter les six autres septièmes.

Que choisir ? Sommes-nous libres de nos choix ?

Le libre penseur répond oui, bien sûr. Dans la pratique, c'est un peu plus complexe. Matraqué par des pubs en quadri qui promettent « tous les bonheurs du monde » à des prix alléchants –189€ pour une semaine all inclusive, transport, hébergement, etc. en Tunisie, soleil et mer compris, mais affligeants pour leur conséquences sociales sur la population d'accueil– et la pression sociale des voisins, famille et amis qui ont « fait » tel ou tel pays, notre liberté de choix est malmenée. Allons-nous nous laisser convaincre de ne pas mettre notre conscience en vacances et faire des choix éthiques et équitables ? Que chacun assume ses choix mais balayons d'emblée quelques-unes des raisons –mauvaises– derrière lesquelles certains ont envie de se cacher.

La première serait l'absence d'offres en tourisme éthique et équitable, solidaire ou écotouristique. Faux. Au cours de cinq salons du tourisme durable, éthique et équitable, l'ASBL Tourisme autrement a mis en valeur plus de trois cents porteurs de projets, sélectionnés et issus des quatre coins du monde comme du bout de la rue ! Une palette par rapport à tous ceux que l'on peut trouver sur le net.

Deuxième raison brandie par les «prudents» du tourisme différent, celle du problème posé par l'absence d'une labellisation internationale du tourisme durable. Au touriste d'être acteur de son voyage en interrogeant au maximum ses futurs partenaires sur tous les aspects de son voyage : quels sont ses partenaires locaux, quels liens avec la population, en présence de labels quels en sont l'origine et le contrôle, etc. À lui d'être vigilant pour débusquer les auto-labellisations et le greenwashing qui dénaturent le secteur.

Autre mauvaise raison pour décrier cet autre tourisme, il serait trop cher. Faux ! Il a un coût, celui payé de manière équitable, basé sur le respect du travailleur. Le recours aux locaux pour l'hébergement, la découverte gastronomique de produits régionaux, aux guides locaux, etc. rend les vacances accessibles et surtout bénéfiques pour la population locale. La dérégulation de l'aviation a une conséquence heureuse pour le consommateur : en cherchant, il peut trouver des prix modérés... ceci sans tenir compte des problèmes de pollution. Comparé à des offres qui misent sur l'étranglement de la population hôte comme le font des grands tours opérateurs (Thomas Cook pour ne pas le citer) qui profitent par exemple du Printemps arabe pour réduire encore les marges des locaux, le prix d'un voyage équitable peut être légèrement plus élevé mais tellement plus respectueux... ce qui n'a pas de prix !

Les autres tourisms

Aucune bonne raison ne s'oppose au choix du tourisme autrement, évoquons-en quelques aspects. Chaque jour, de nouvelles appellations apparaissent comme s'il suffisait de mettre un adjectif à côté du mot tourisme pour proposer un tourisme porteur de sens².

Abordons seulement celles qui reposent sur deux valeurs essentielles :

- ✓ le respect ; de l'Autre, de son environnement social et naturel, de ses représentations symboliques,
- ✓ le temps dans le sens de la durée ; le temps nécessaire à la rencontre, l'écoute et dès lors à la compréhension de l'Autre.

Deux valeurs en opposition à la course effrénée des partisans du all inclusive qui « font » des pays pour pavaner en société !

Dénonçons tout de suite toutes les formes de tourisme sexuel qui reposent sur le mépris, des formes de néo-colonialisme insidieuses et qui jouent sur une impunité malheureusement réelle malgré l'existence d'une loi qui permet de dénoncer ici, en Belgique, des faits commis par des Belges constatés à l'étranger³.

Le tourisme équitable

Selon la plateforme française du tourisme équitable, c'est un ensemble de services et d'activités proposés par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables et élaboré par des communautés d'accueil autochtones. Ces dernières participent à leur gestion de façon significative et en bénéficient de manière équitable. Exemples évocateurs : les circuits basés sur les produits équitables comme la route du café dans différents pays d'Amérique latine qui permet de découvrir les productions locales, de rencontrer la population et de partager leur vie quotidienne au plus près.

Le tourisme solidaire

Le tourisme solidaire permet de financer des projets sollicités par la population d'accueil, tels que construction d'un puits, restauration d'un dispensaire, etc., via le reversement d'un pourcentage du prix du voyage (de 3 à 10%) à un fonds géré par les partenaires locaux. Le touriste a le plaisir de voir sur place le développement du projet, de rencontrer ceux qui le gèrent et de vivre la solidarité au jour le jour.

L'écotourisme

Un guide datant du XIX^e siècle le définit comme «un voyage calme et non contaminateur des espaces dont l'objectif est d'étudier et de contempler les paysages». Depuis la définition s'est élargie notamment à l'aspect éducation, protection des zones naturelles et retombées positives pour les populations locales. La conservation de la biodiversité et la participation locale deviennent deux éléments majeurs de cette forme de tourisme différent qui attire de plus en plus de vacanciers –y compris au Nord.

Le tourisme participatif

Très mal connu, alors qu'il se développe à toute vitesse via les sites sociaux, le tourisme participatif recrée du lien social en dehors de toute ambition commerciale. Il met en relation deux personnes ou groupes de personnes, partagées par le même idéal de découvrir l'Autre, de lui ouvrir sa porte (le *couchsurfing*) de lui consacrer du temps

(les greeters) de manière bénévole. De plus, il permet la réappropriation du tourisme par les locaux lambda et en fait des partenaires privilégiés et fiers de leur lieu de vie, de leur culture, de leur patrimoine qu'ils vont faire découvrir.

«Chaque jour, de nouvelles appellations apparaissent comme s'il suffisait de mettre un adjectif à côté du mot tourisme pour proposer un tourisme porteur de sens.»

Du développement du tourisme au tourisme de développement

Il existe encore d'autres formes de tourisme à valoriser : le **tourisme de mémoire** par exemple, même si actuellement, il se focalise vers des sites célébrant des événements guerriers, ou dramatiques négligeant des mémoires positives comme celle des écrivains, artistes, créateurs d'entreprises, etc. Ou encore le **tourisme culturel** qui devrait en fait être une composante indissociable du tourisme autrement.

À chacun son choix de vacances mais... choisir une des formes de tourisme *autrement*, c'est minimiser les impacts négatifs de son voyage et maximiser les impacts positifs pour les hôtes, c'est faire choix d'un



© Mike lardet
S'inscrire dans le tissu local : ici, un programme de protection des éléphants d'Asie.

tourisme respectueux des Hommes, de leur environnement et de leurs représentations symboliques. Certains affirment que le tourisme est synonyme de développement : pour qu'il le soit pour les accueillants, il doit impérativement s'inscrire dans le développement durable en étant socialement équitable, économiquement efficace et écologiquement tolérable. Dans ce cas seulement, il s'agira d'un tourisme de développement et notre choix de vacances aura retrouvé du sens. ■

3 Voir à ce propos le site de Ecpat Belgique.

1 Voir bonnes adresses sur le site www.tourisme-autrement.be

2 Pour plus de détails, consultez l'ABCaire du tourisme autrement, téléchargeable gratuitement sur le même site.

Le tourisme durable : marketing vert ou alternative postcapitaliste ?

Bernard Duterne

Directeur du CETRI - Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve)

À l'occasion du Sommet de la Terre « Rio+20 », un secteur d'activités est aujourd'hui plus que jamais mis en avant par ses promoteurs et consommateurs : le « tourisme durable » ! Pour l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), cette appellation qui a pourtant toutes les apparences d'un oxymore comparable à « ces 4x4 qui sauvent la planète » n'en est pas un.

L'industrie touristique, son enfant chéri, s'affirme bel et bien comme l'un des principaux moteurs mondiaux de la « croissance économique », du « développement humain équitable » et de la « protection de l'environnement », les trois piliers du concept spongieux de « durabilité » en un seul et même mouvement. Plus ambitieux encore, le secrétaire général de l'OMT s'engage, lui et son organisation, « à apporter une réponse cohérente aux impératifs du climat et du développement, en plaçant le tourisme au cœur de la transformation vers la "Green Economy" ». Pas moins.

Premier secteur économique mondial

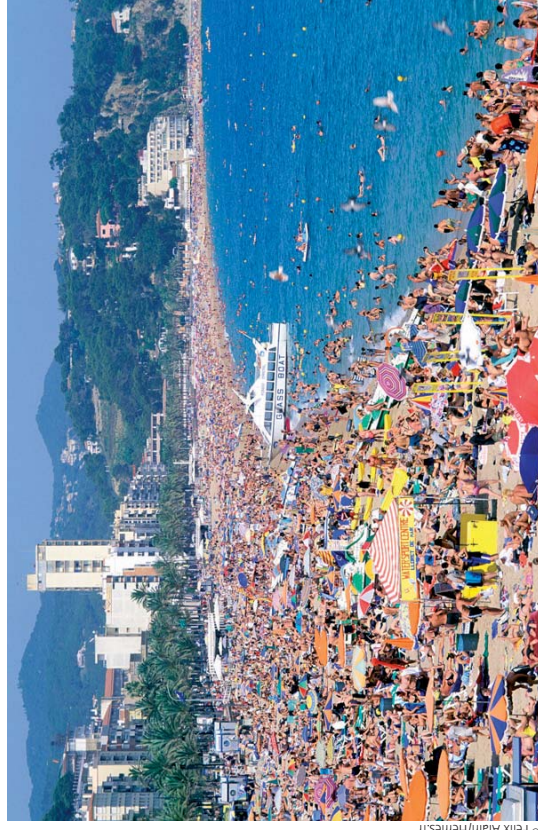
Concernant le poids économique du tourisme, l'OMT n'a pas tort. À la fois levier et produit de la mondialisation et de l'accélération des flux, le secteur est de fait incontournable : premier poste du commerce international, un emploi sur douze à l'échelle planétaire, un dixième du produit mondial brut, un tiers des exportations de services (45% pour les pays en développement), près d'un milliard de déplacements touristiques hors des frontières nationales en 2011 (pour 200 millions en 1975), quelque 750 milliards d'euros de recettes la même année (pour 200 milliards en 1990), et toujours, pour les six dernières décennies, un taux de croissance annuel moyen qui dépasse les 5%.

Pour autant, si l'industrie touristique mondialisée génère effectivement de la mobilité, des devises, des infrastructures et de l'emploi, force est de reconnaître que, dans ses

formes dominantes, elle répartit bien mal les coûts et les bénéfices de l'opération. D'un côté, concentration de l'essentiel des profits dans les mains d'une poignée de grands tour-opérateurs privés transnationaux (de 55 à 95% selon les destinations), tendance exacerbée par l'intégration croissante du secteur et la commercialisation en ligne ; de l'autre côté, impacts sociaux, environnementaux et culturels problématiques en chaînes dans les régions hôtes, en particulier dans les pays du Sud, là où le rapport objectif entre « visiteurs » et « visités » se fait le plus asymétrique. Là où les salaires précaires de la main-d'œuvre hôtelière et la prolifération des petits boulots informels ne suffisent pas à compenser d'autres effets concomitants de l'implantation touristique : les poussées inflationnistes, la folklorisation des cultures, la consommation des mœurs, les pressions accrues sur le logement, l'alimentation, la terre, l'eau... dans des écosystèmes déjà saturés ou vulnérables.

Libéralisme échevelé sous l'égide de l'ONU

La « durabilité » annoncée du « nouveau tourisme » change-t-elle la donne ? Le rôle qui lui est désormais dévolu dans l'avènement d'une *Green Economy* planétaire, plus équitable et plus respectueuse des sociétés et de leur environnement, est-il vraiment crédible ? Des « projets d'impulsion » de l'OMT (en matière d'« efficacité énergétique » des stations balnéaires, d'« éco-performance » des systèmes d'arrosage des terrains de golf, de « compensation carbone » de certains déplacements aériens...) jusqu'à l'explosion tous azimuts d'un « tourisme de niches » commercial ou associatif, de facto élitiste – pour vacanciers bossos en quête de vert, de volupté et de voyages légitimes « au bout du monde », on peine à discerner les prémices d'un véritable et indispensable changement de perspective. Un changement à même de renverser l'actuel rapport



© Félix Alain/Hemès.fr
La plage de Benidorm en été : une certaine empreinte environnementale.

coûts/bénéfices de « l'ordre touristique » dominant et d'assurer par là sa durabilité, voire la démocratisation planétaire du droit à la mobilité...

Mais ne rêvons pas. Sans même parler de l'engouement des principaux tour-opérateurs pour une mode verte qui ne dépasse pas le strict *greenwashing*, cynique ou ingénu, de leur offre, la promotion par l'OMT de la *Green Economy* contient, elle, systématiquement son antidote tibiéral. Pour preuve, la plupart des déclarations officielles de l'agence onusienne – y compris déjà son vertueux « Code mondial d'éthique » de 2001 – qui juxtaposent les généreuses injonctions pour des formes de tourisme plus appropriées, plus écologiques, plus équitables, plus responsables... au sempiternel credo libre-échangiste, « frontières ouvertes ». Les États du Sud sont ainsi régulièrement et explicitement invités par l'OMT à « éliminer ou corriger les entraves, impondérables et charges spécifiques pénalisant l'industrie touristique et portant atteinte à sa compétitivité », de façon à « assurer pleinement aux entreprises multinationales [du secteur] la liberté d'investir et d'opérer commercialement », et partant, de « stimuler la croissance économique ». Exit donc toute velléité, même timide, de régulation publique

d'un des pans de l'économie mondiale pourtant les moins régulés.

L'heure est à la concurrence effrénée entre pays désireux d'attirer les investisseurs du « grand marché du dépaysement », fût-il hautement élastique, volatil et... inéquitable. Le nivellement par le bas de toute norme sociale, environnementale et fiscale simpose là celui qui entend dérouter un tapis rouge plus accueillant que celui du voisin) et continue à hypothéquer les rares tentatives réglementaires visant à subordonner les intérêts des tour-opérateurs à ceux des habitants des pays hôtes, des générations futures et de leur environnement. Il y a donc pour le moins un paradoxe de parler de « tourisme durable » et « économie verte », lorsque la logique même d'expansion du secteur – marchandisation généralisée des lieux et des comportements, appropriation privative du patrimoine et des biens publics, dérégulation – est à ce point confirmée. Pro-fondément délétère et inégalitaire. ■

Exit toute velléité, même timide, de régulation publique d'un des pans de l'économie mondiale pourtant les moins régulés.

Tourisme et environnement : un couple complexe

Jean-Michel Decroly, professeur et président de l'ULB-IGEAT

Frédéric Dobruszkes, maître de conférences à l'ULB-IGEAT et chercheur postdoc à l'Université d'Oxford

Les grandes vacances sont attendues par les millions de personnes qui vont en profiter, soit en tant que touristes, soit en tant qu'investisseurs ou travailleurs du secteur. Le bon moment pour s'interroger sur les impacts environnementaux que génère cette activité.

Nous les aborderons à deux niveaux différents : ceux des transports vers les destinations touristiques et ceux du séjour et des activités des touristes dans les espaces réceptifs.

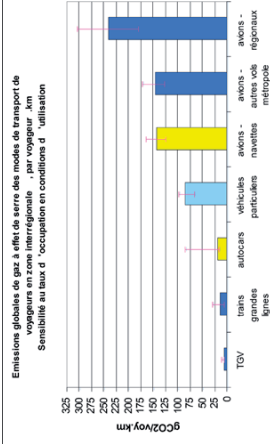
Tout séjour touristique impose d'abord un trajet. Les mobilités à longue distance représentent une faible part de nos déplacements, mais une grande part des distances parcourues (par exemple 40% pour les résidents de la France métropolitaine). De plus, elles sont souvent parcourues avec des modes de transport moins respectueux de l'environnement. Les mobilités à longue distance sont en pleine croissance alors qu'en Europe occidentale, les mobilités locales tendent à se stabiliser. Enfin, les mobilités à longue distance sont surtout le fait de trajets non liés au travail (42% des longues distances parcourues par les Britanniques le sont pour tourisme ou loisir et 28% pour rendre visite à des amis ou de la famille).

Système économique

Or, les transports motorisés génèrent en particulier des gaz à effet de serre (GES), des polluants atmosphériques et du bruit. Selon le GIEC, les transports représenteraient 13% des émissions de gaz à effet de serre en ne considérant que les émissions directes (c'est-à-dire liées aux circulations). Or, les processus industriels et la construction des infrastructures sont importants également. La seule fabrication d'une petite voiture émettant « peu » de CO₂ générerait autant de CO₂ que 48 000 km parcourus avec celle-ci. De plus, l'impact réel de l'aviation serait sous-estimé par méconnaissance des processus qui se déploient en haute altitude.

Si l'on se focalise sur les GES et polluants atmosphériques, trois facteurs fondamentaux influencent l'ampleur des im-

pacts : le mode de transport utilisé, la distance parcourue et le taux de remplissage des voitures, autocars, trains ou avions. En particulier, le train et l'autocar (bien rempli) génèrent beaucoup moins de GES par passager-km que la voiture et l'avion. Ainsi, un aller-retour en avion de Bruxelles à New York émet 3 920 kg d'équivalents CO₂ par passager. À titre de comparaison, la Terre pourrait en supporter 3 000 kg annuels par habitant. Un Indien génère en moyenne 900 kg de CO₂ et une voiture moyenne parcourant 12 000 km émet environ 2 000 kg de CO₂.



Émissions de GES pour les déplacements à longue distance. Source : ADEME (2008). Les traits rouges verticaux indiquent l'intervalle des émissions selon le taux de remplissage. Ainsi, le train est toujours moins émetteur de GES que la voiture ou l'avion, mais un autocar mal rempli est plus émetteur qu'une voiture bien remplie.

On en arrive ainsi au paradoxe des Parisiens. Ceux-ci sont peu utilisateurs de la voiture pour leurs mobilités quotidiennes mais par contre très utilisateurs de l'avion¹. Cela tient en grande partie à leur position socioprofessionnelle et à leurs revenus. Par habitant, ils ont ainsi le record français des plus basses émissions de GES par habitant pour leurs mobilités locales², et celui des plus fortes émissions pour leurs mobilités à longue distance. In fine, leurs émissions de GES peuvent être plus importantes que pour d'autres Français, utilisateurs de la voiture au quotidien mais partant en vacances en voiture (plutôt qu'en avion) et à distance raisonnable. On notera aussi que le placement d'un chauffe-eau solaire permettrait d'économiser environ 500 kg de CO₂ par an pour une famille de quatre personnes³. Cette économie

est perdue si une seule personne vole de Charleroi à Pau ou parcourt 5 050 km avec la voiture la moins émettrice de GES qui soit. On se rend ainsi compte que certains efforts pour réduire les émissions de GES, coûteux mais médiatiques, sont peu efficaces. Ils évitent aussi de remettre en cause nos modes de vie et le système économique qui les produit. En fait, bien souvent, seules la lenteur et/ou la proximité permettent de limiter les impacts dus aux transports. Mais qui voudrait se priver des splendeurs du Maroc ou s'y rendre en train et bateau (au moins deux jours et deux nuits) à un coût supérieur à celui de l'avion ?

Tourisme et tourisme

Une fois arrivé sur place, un touriste n'en a hélas pas fini de potentiellement générer des impacts sur l'environnement. Son séjour dans les hébergements touristiques comme sa participation à diverses activités engendrent en effet de multiples pressions, par le biais tant de l'utilisation d'infrastructures (consommation d'espace, artificialisation et mitage des paysages), de la consommation d'eau, d'énergie et d'autres matières premières, que de rejets (déchets, eaux usées, etc.). Contrairement aux idées reçues, ces pressions ne dépendent pas exclusivement du nombre de touristes mais d'une multiplicité de facteurs, qui relèvent autant des pratiques des touristes eux-mêmes que des infrastructures et équipements mis à leur disposition, des formes d'organisation du tourisme, des modes de régulation du secteur et des caractéristiques environnementales et sociales de la destination.

Ainsi, les pressions environnementales du tourisme diffèrent fortement selon que les activités reposent sur des infrastructures spécifiques et localisées (attractions, musées, infrastructures sportives, etc.) ou sur des espaces ouverts plus étendus (forêts, cours d'eau, versant d'une montagne, etc.). Parmi les pratiques qui se déploient au sein de ces derniers, certaines n'exercent a priori qu'un modeste impact (promenade, observation de la faune ou de la flore, etc.) alors que d'autres, notamment les sports moteurs, semblent produire des effets néfastes, notamment en raison des nuisances sonores et pédologiques (compaction, érosion) qu'elles génèrent. Parallèlement, les activités perçues comme les plus nuisibles en milieu rural peuvent faire l'objet d'une réglementation très stricte qui limitera fortement leurs incidences environnementales.

De la même manière, si la fréquentation touristique engendre inévitablement une augmentation de la charge polluante, elle peut conduire, là où les législations environnementales et les moyens financiers existent, à une nette amélioration du traitement de ces effluents et déchets. À l'image de Benidorm en Espagne (environ 250 000 lits touristiques pour... 56 000 habitants), qui dispose à la fois d'équipements adéquats en matière d'épuration des eaux usées ou d'enlèvement des ordures et d'un système efficace de nettoyage des plages, les stations balnéaires françaises sont en moyenne mieux équipées sur le plan de la gestion des pollutions que les autres villes du littoral. A contrario, dans un contexte radicalement différent, sur le littoral de l'étouan, au Maroc, la plus grande partie des eaux usées produites par



La palmeraie de Marrakech : que reste-t-il de ses atouts ?

le secteur touristique est directement rejetée en mer, sans le moindre traitement.

Le poids de l'hébergement

Si les incidences environnementales du tourisme dans les destinations sont indubitables, leur analyse se heurte au manque de données fiables. Il est donc très difficile d'isoler, parmi les multiples atteintes faites à un milieu physique donné, celles qui sont dues au tourisme lui-même. Des recherches récentes⁴, visant à comparer les consommations énergétiques et émissions de GES des diverses composantes de produits touristiques, montrent toutefois qu'en la matière les incidences environnementales du déplacement vers la destination, surtout s'il est aérien, sont nettement plus importantes que celles du séjour sur place. Pour ce dernier, les résultats indiquent que l'impact de l'hébergement en hôtel ou en gîte est de 4 à 5 fois plus élevé que celui en camping et qu'en moyenne les activités pratiquées sur place génèrent des pressions plus modestes que celle liée à l'hébergement, sauf lorsqu'elles ces activités sont motorisées. Ces résultats ne doivent pas faire oublier que les pressions engendrées sur l'environnement local par le séjour touristique peuvent parfois être très substantielles. C'est particulièrement le cas en matière de consommation d'eau, surtout dans les zones arides et semi-arides. Les pratiques de baignade en piscine, quand ce n'est pas le golf, conjuguées au nettoyage quotidien des serviettes de bain et draps ainsi qu'à l'arrosage régulier d'une luxuriante végétation, induisent une consommation anormalement élevée d'eau douce (plusieurs centaines de litres par nuitée), en général au détriment des autres usagers, en particulier les agriculteurs, ce qui provoque une réduction et une détérioration des rares ressources en eau. Le déperissement progressif de la palmeraie de Marrakech suite à l'implantation de plusieurs hôtels-clubs de prestige en fournit la plus saisissante illustration. ■

Les pressions environnementales du tourisme diffèrent fortement selon que les activités reposent sur des infrastructures spécifiques et localisées ou sur des espaces ouverts plus étendus.

4 Voir par exemple : Stefan Gössling, Paul Peters, Jean-Paul Carron, Ghislain Dubois, Trista Patterson et Robert B. Richardson, « The eco-efficiency of tourism », dans *Ecological Economics*, n°54, 2005, pp. 417-434.

Sea, sun and big business

Frédéric Vandecasserie
Journaliste

Vacances j'oublie tout ? Pas pour les voyageurs en tout cas. Qui jouent une bonne partie de leur année sur ces deux mois d'été.

« Les mois de juillet et août représentent à peu près 40% du chiffre d'affaires annuel pour un tour-opérateur. C'est dire si la période s'avère cruciale pour eux », résume Jean-Philippe Cuvellier, président de l'Union professionnelle des agences de voyage. Bref, ça ne bronze pas chez les trois principaux voyageurs (Jet Air, Thomas Cook et Club Med) qui se partagent le gros du marché. C'est la haute saison, dans tous les sens du terme, et donc aussi pour les tarifs. Qui exploitent généralement en cette période de l'année. « Mais cela reste malgré tout un moment obligé pour la plupart des vacanciers, continue Cuvellier. Les gens qui ont des enfants à l'école primaire sont normalement obligés de se conformer aux horaires scolaires pour partir en voyage. » Résultat : ça se bouscule sur les routes et aux portillons des aéroports, « puisque ce sont majoritairement des familles de quatre qui partent à ce moment-là, et en très grand nombre, en plus. »

Si les observateurs s'accordent tous pour dire que la crise s'est durablement fait ressentir voici deux ou trois ans, les compteurs reviennent tout doucement au beau fixe. Avec



■ Rien n'arrête le business des voyageurs.

des succès à géométrie variable, toutefois. Comme en atteste par exemple le Maroc, « qui devrait connaître une année très difficile », selon Abdelhamid Addou, directeur général de l'Office national marocain du tourisme (ONMT). « Il lui s'arrmer et redoubler d'efforts pour surmonter la situation », explique-t-il encore, en mettant en cause à la fois la conjoncture et l'attentat terroriste de Marrakech en avril dernier, avec la mort de plusieurs Occidentaux à la clé. « Toutefois, le Maroc a terminé l'année 2011 avec une progression légèrement positive, soit une hausse de 2% en nombre d'arrivées », détaille-t-il.

Le tout compris tout-puissant

« En fait, la crise a surtout modifié de type de vacances, précise Cuvellier. Les gens se sont un moment aussi tournés vers d'autres formules que le traditionnel all-in avec hôtel et avion. Comme la location ou les vacances en voiture. » Mais maintenant, une majorité de touristes semblent revenir vers « le tout compris tout-puissant ». Au point que les tour-opérateurs reprennent le dessus. Cuvellier confirme : « Dans les pays de la région méditerranéenne, il n'est pas rare que les rotations quotidiennes en avion passent de deux à trois, voire quatre par jour pour répondre à la demande. Donc, même si certains pays font la moue, le tourisme lui, se porte globalement bien. Et je pense que les destinations traditionnelles un peu boudées, comme le Maroc, sont contrebalancées par l'ouverture de nouveaux marchés. Par exemple avec certains territoires bordant la mer Rouge. Qui connaissent de plus en plus de succès. »

Rabotages en série

Mais cet afflux touristique ne favorise-t-il pas une baisse de la qualité dans l'accueil ? Les avis divergent. Si, pour Jean-Philippe Cuvellier, « le client est toujours mieux soigné dans les périodes chargées, ne lui ce que parce que les budgets sont mieux garnis. Et que certaines activités, comme les accueils pour les enfants, sont garanties alors qu'elles ne le sont pas durant les mois plus creux », ce n'est pas l'avis de tous. Impossible, évidemment d'obtenir des chiffres quant au degré de satisfaction des clients. Mais certains témoignages interpellent. Une employée de l'un des principaux tour-opérateurs nous confie par exemple, sous couvert d'anonymat : « Comme les gens se décident à partir de plus en plus souvent en dernière minute, il est parfois compliqué de prévoir les stocks de nourriture dont doit disposer un club. Ou de déduire avec le plus de précision possible le nombre d'amateurs d'une discipline sportive pour disposer d'assez de moniteurs et de matériel. Et comme la consigne est de ne rien gaspiller et de n'avoir aucun membre du personnel en sur-nombre, il arrive régulièrement qu'en haute saison, nous ne disposions pas des capacités d'accueil adéquates. »

Une autre collaboratrice va même plus loin, nous avouant que « la consigne de mes patrons est claire : comme les clients sont plus nombreux en juillet-août, qu'aux autres moments de l'année, certains ont tendance à croire que s'il manque des choses au buffet, c'est parce que d'autres les ont

« Les économies sur le dos des clients sont réalisées de manière tellement insidieuse que la plupart des vacanciers ne s'en rendent même pas compte. »

déjà consommées. Alors que, pour gagner encore plus d'argent, ordre nous a été donné de purement et simplement primer les mets les plus chers durant toute la saison d'été. De même, comme le staff de nettoyage n'est pas augmenté en proportion du nombre de visiteurs, les chambres ne sont nettoyées que très en surface durant l'été. »

« Face à ce genre de soucis, les clients qui ont réservé via une agence de voyages sont évidemment mieux armés que ceux qui sont passés par internet », reprend Jean-Philippe Cuvellier. « Car leur agence contactera directement le club concerné pour voir exactement ce qu'il en est et, éventuellement, exercer une pression pour résoudre le problème. D'ailleurs de manière générale, si la réservation de billets de train ou d'avion via le net ne pose plus trop de soucis, le booking d'un voyage complet la toile est moins sécurisée qu'en passant par l'intermédiaire d'un professionnel. Qui, de base, constitue un interlocuteur à qui parler. Essayez, juste pour voir, de contacter le responsable d'un site de vente de voyages par mail pour poser une réclamation... »

Mais de toute façon, quand le client est sur place, il est souvent trop tard pour réagir, continue l'une des employées. Et puis, les économies sur le dos des clients sont réalisées de manière tellement insidieuse que la plupart des vacanciers ne s'en rendent même pas compte. « S'il ne faut pas généraliser la pratique, tous les tour-opérateurs contactés par nos soins n'ont pas donné suite à nos demandes d'entretiens sur ce sujet... Signe, sans doute, d'un malaise lié à l'appât du gain. » Pour résumer, poursuit l'un de nos témoins, quand vous achetez un jouet de marque pour vos enfants, que ce soit dans une période-clé comme Saint-Nicolas ou à un autre moment de l'année, la boîte contient-elle toujours la même chose. Pour un voyage, cela peut varier... » Face à ce genre d'agissements, un conseil en deux temps : « Comparer avec des gens qui sont venus les années précédentes et, le cas échéant, faire valoir vos droits auprès du tour-opérateur. Qui tient tellement à sa réputation qu'il indemnise généralement les clients, même pour de petits manquements. S'ils sont avérés évidemment. » Un vacancier prévenu en vaut deux... ■

Des racines et des ailes

Geoffroy Carly
Directeur des CEMEA¹

Dès 1900, des enfants partaient en colonie de vacances. La situation changea notablement en France – un peu plus tard en Belgique –, à partir de 1936 : lois sur les congés payés et semaine de 40 heures, un nouveau champ apparaissait : celui des vacances des adultes. Mais aussi de nouvelles préoccupations quant aux vacances collectives des enfants : leur démocratisation, leur accessibilité pour tous et la qualité pédagogique de leur encadrement.

Dans l'élan de l'immédiate après-Seconde Guerre, il s'agissait de créer des organisations nouvelles largement inspirées de cet état d'esprit. C'est ainsi que bon nombre de mouvements de jeunesse ont vu le jour ou se sont amplifiés pour répondre à une réelle aspiration émanant de la jeunesse. Ce mouvement, bien que largement présent aujourd'hui, a laissé place peu à peu à d'autres formes de vacances... Les lois du marché sont passées par là... et



1 Les CEMEA, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active - www.cemea.be.

La méthode Mireuil appliquée au tourisme

Blandine Giambiasi

Cofondatrice d'Experiences touristiques

les valeurs plus collectives ont cédé à des valeurs plus individuelles.

Une question se pose: les vacances sont-elles un espace-temps de *rupture* par rapport au quotidien, ou en sont-elles une forme de continuité, voire d'accentuation: encore plus de la même chose? Que proposent les organisateurs de vacances? Que souhaitent les enfants, que veulent les parents?

Être enfant autrement...

Pour un enfant, le Centre de vacances pourrait s'inscrire dans une *rupture de rythme* par rapport au quotidien dans lequel il est plongé tout au long de l'année. En effet, nombreuses sont les occasions, que ce soit à la maison, à l'école ou parmi les activités extrascolaires, que les parents voient comme une possibilité de voir l'enfant pris en charge dans une *vision de rentabilité*. Il est communément admis que la responsabilité de parents s'accorde avec l'idée qu'ils doivent connaître (contrôler) ce que vivent leurs enfants – qu'on pense au pouvoir de contrôle que le «cadeau» téléphone portable permet («Tu es où?»). Dès lors, il deviendrait indispensable de «lutter contre le désœuvrement», quitte à laisser l'enfant seul face à la télévision ou à l'ordinateur.



■ Ah, le bon temps des colonies...

Le centre de vacances pourrait être un lieu où l'on lutte contre cette perspective, où l'enfant a la possibilité de proposer des choix, où tout n'est pas écrit à l'avance, le programme n'y est pas préétabli. Il pourrait être un lieu où l'enfant, seul et en groupe va expérimenter un autre espace-temps, à la fois plus proche de ses besoins, mais aussi alimenté par les contraintes d'une «vie en collectivité».

Il s'agira de réapprendre à se coucher et à se lever en étant plus à l'écoute de son corps, de redécouvrir que des repas en groupe peuvent être de réels temps de convivialité et d'échange, que les activités peuvent aussi se construire au gré des sollicitations de l'environnement (un ruisseau au détour d'une promenade donne lieu à la construction d'un barrage par ex.) ou d'une convergence d'envies plus collectives. Qu'il y a du temps pour ne rien faire, être simplement assis sous un arbre et regarder le monde....

Besoins des parents

Dans cette même perspective, le Centre de vacances ne viendrait-il pas soutenir les parents d'aujourd'hui, fatigués de devoir être eux aussi «performants», en leur proposant de laisser leurs enfants partir, qu'enfants et parents se séparent, pour un temps? Ils acceptent de laisser à leurs enfants du temps pour vivre «une expérience», en leur absence. Mais aussi ils se laissent vivre des choses inédites. Ils peuvent ainsi se laisser interpeller par un autre *projet éducatif* que le leur, auquel ils «consentent» qui ne s'assimile ni à de la surveillance, ni à de l'éducation formelle.

Nous constatons que cette expérience peut parfois être éprouvante, mais au final, il y a le plaisir de se retrouver changés, grandis de part et d'autre.

Conclusion

Bien sûr, la «jolie colonie de vacances» – c'est-à-dire l'expérience vécue agissant des valeurs telles l'autonomie, l'émancipation individuelle et collective... – comprend bien ses limites. Ainsi, les questions demeurent-elles nombreuses: comment agir la transférabilité de ce qui a été vécu dans un cadre si particulier? Les vacances en collectivité font-elles encore sens alors que notre société exacerbe les droits «individuels» et que les vacances, comme tout le reste, apparaissent comme «un produit à consommer»?

On peut toutefois espérer qu'elle se maintiendra comme une utopie venant subvertir le quotidien et répondre, non pas tant à des *demandes* des uns et des autres, mais aux «besoins fondamentaux» de sens, de solidarité et d'émancipation de chaque être humain. ■



■ La cité du Mireuil en 1965: vous y passerez bien vos vacances?

lorsque l'on va rendre une visite à des amis, de la famille? Est-on considéré comme touriste si l'on dort chez l'habitant, fait ses courses au marché, consomme sur place du cinéma, fait appel à un *greeter*² pour découvrir la ville? Peut-on même admettre que l'on puisse être, un temps, un touriste dans sa ville? Que dire de la notion de dépaysement? Doit-elle se situer à des milliers de kilomètres?

Mireuil est en pleine rénovation, la ville même un PRU (programme de renouvellement urbain). Cette action concerne les bâtiments, mais aussi les aménagements et espaces publics. Et l'un des objectifs affichés est bien de favoriser la mixité sociale. À l'action, concrètement et depuis des lustres, il y a l'Astralabe, le centre culturel du quartier. Portes ouvertes toute l'année, il développe aussi des projets «hors les murs», investissant l'espace public et embarquant les habitants à son bord. Une démarche qui implique les résidents pour des événements qui attirent les «autres Rochelais». Le projet Caravansérail en est le dernier exemple.

Caravansérail, c'est le thème. Le projet s'installe, cette fois, sur une durée de 3 ans. Il s'agit d'accompagner les habitants dans ce programme de renouvellement urbain, perturbant (des immeubles détruits, d'autres modifiés, des

1 Comme le définit Hélène Salie-Lavorel dans «Pour un tourisme participatif en Ile de France» dans Espace, n°78, juillet 2003.

2 Bénévole qui accueille des touristes pour leur faire visiter sa ville ou sa région, comme il le ferait pour des amis.



© Remy Jouan

Quelle offre, avec qui, pour qui ?

En lien avec l'office de tourisme de la ville, mais au cœur du village de Caravansérail, «l'humour vagabonde, point d'accueil touristique» ouvre ses portes et propose une gamme de prétextes à venir à Mireuil, en touriste. On y réfléchit à la notion d'accueil et d'hospitalité. On imagine quels services rendre à un voyageur, qu'il vienne d'ici ou d'ailleurs. La réalisation d'un plan de quartier est l'occasion de réaffirmer un outil de repérage aux habitants comme aux visiteurs. Le document est fonctionnel mais intègre aussi un premier niveau de balade : les «libres détours», des itinéraires thématiques à faire en autonomie, quand on veut, avec qui l'on veut, à pied ou à vélo. Les «rencontres urbaines», inspirées de la démarche des *greeters* qui œuvrent en parallèle dans la ville et les alentours, sont des invitations lancées par ceux qui vivent là ou y travaillent. Le temps d'une balade, ils racontent leur vie ici, leurs passions, leurs anecdotes, leurs souvenirs, leur métier. Chaque fois différentes, ces rencontres existent sur la base du volontariat et n'ont d'autre prix pour les visiteurs qu'un euro ou plus. Autre niveau de proposition, les «escalates créatives» : une programmation d'ateliers, initiation ou découverte d'une discipline de type plastique ou artistique : danse, cuisine, céramique, peinture, calligraphie, entre autres temps à s'accorder sur place pour visiter guidée avec des guides professionnels a été créée sur ce territoire peu exploré en termes d'histoire et de patrimoine. Enfin, le partenariat avec l'office de tourisme de la ville vise à promouvoir cette offre complémentaire à l'offre classique et marchande plus généralement attendue sur cette destination. Si plus de 400 000 visiteurs ont franchi la porte de l'office de tourisme la saison passée, on peut imaginer que ces professionnels de l'accueil et de l'information sauront détecter les motivations à «visiter autrement» chez certains de ces visiteurs.

«Mireuil embellit La Rochelle», affiche, souriante et convaincue, Joëlle Laporte-Maudire, adjointe au maire, en charge des quartiers ouest. Ce quartier riche de mille savoir-faire, talents et idées. Le tourisme s'y installe en transversale, place les habitants au cœur du sujet, crée des liens entre les structures existantes, valorise le travail des associations, fait naître de belles rencontres. Il fait des habitants des ambassadeurs et fait des visiteurs des amis. À l'humour vagabonde, on offre de l'information, on oriente les touristes vers des prestations payantes, participatives ou gratuites. Et l'on tâche de donner à chacun une place dans le dispositif. Et ce qui semble si simple, plein de bon sens et de générosité, pourtant, en matière de tourisme et d'engagement sociétal, c'est innovant. C'est-à-dire que l'on s'attend, du côté de Mireuil, à ce qu'il faille du temps pour que la démarche s'ancre, se fasse connaître et reçoive tous les soutiens nécessaires à son développement, durable. ■

Projet artistique, caravansérail et le décroïsonnement

Ce quartier de près de 14 000 habitants est riche de cultures et d'horizons différents. Les habitants qui le composent méritent bien d'être connus. Encore faut-il en donner l'impulsion : comment les rencontrer, comment visiter le quartier ? Un projet touristique, c'est créer une offre visible et lisible. Imaginer des prétextes à s'aventurer, se perdre, rencontrer, découvrir, partir avec l'envie de revenir, s'attarder, se reposer, se laisser surprendre, bref, voyager.

Le projet touristique est ainsi développé pendant cette année de construction du projet global. Un village de containers recyclés va voir le jour. Des espaces vont s'installer pour plus d'une année, avec des thématiques diverses : haute couture, arts plastiques, mémoire, cuisine... Et tout cela se passe sur un mode collaboratif, participatif. De la même manière, la question touristique est soumise aux habitants et autres volontaires, via des ateliers de réflexions, en parallèle de soirées à la rencontre des habitants, chez eux, au pied des immeubles, devant les centres commerciaux, aux restos du cœur. Karen Porchet, chargée de mission, fait connaissance, y recueille les motivations des uns et des autres, répond à leurs questions, note leurs savoir-faire et leurs envies : raconter des histoires, faire visiter son quartier, cuisiner, jouer de la musique, etc. Le tourisme à Mireuil se dessine ainsi, tenant compte des contraintes liées à la mise en œuvre. Trois groupes de travail planchent sur le profil des visiteurs, la création d'un lieu physique pour accueillir les visiteurs, la création d'un contenu basé sur la toponymie, l'histoire, les souvenirs des habitants. Quelques mois plus tard, à la veille de l'ouverture du village éphémère de Caravansérail, l'offre touristique prend forme. Et elle «décroïsonne».

3 Lieux de halte pour les caravanes dotés d'écuries, de magasins et de chambres et propres aux pays arabes, NDLR.

Les humanistes laïques européens élisent Pierre Galand

Benoît Feyt

Chargé de missions cellule «Europe et International» du CAL

Le 25 mai 2012, l'assemblée générale de la Fédération Humaniste Européenne (FHE), réunie à Utrecht aux Pays-Bas, a élu à l'unanimité son nouveau président en la personne de Pierre Galand. Le président du Centre d'Action Laïque, qui succède à David Pollock à la tête de la FHE, exercera ce nouveau mandat durant les trois prochaines années.

Créée en 1991 dans le but de rassembler les organisations laïques, humanistes, athéistes et de libre pensée en Europe, la Fédération Humaniste Européenne représente aujourd'hui 56 organisations membres situées dans plus de 20 pays, dont le Centre d'Action Laïque qui est l'un de ses membres les plus actifs. Les principaux objectifs de la FHE sont de défendre la séparation des Églises et des États, les droits de l'homme, la démocratie et la solidarité. Elle est un partenaire officiel de l'Union européenne au titre de l'article 17 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui instaure un dialogue «ouvert, régulier et transparent» entre les institutions de l'UE et les organisations religieuses, d'une part, et non-confessionnelles, d'autre part. La FHE intervient aussi régulièrement au Conseil de l'Europe et à l'OSCE.

Suite à son élection, Pierre Galand a tenu à énoncer les grands objectifs qu'il entendait poursuivre lors de son mandat. «La situation en Europe est complexe et les défis ne manquent pas, a-t-il rappelé. Alors que nous observons une sécularisation croissante dans la plupart

États. À titre d'exemple, à Malte, où l'Église catholique est un des piliers historiques de l'État, le divorce vient à peine d'être légalisé. Tandis qu'en France, la dernière campagne présidentielle a placé la question de la laïcité au cœur des débats (pas toujours de manière très heureuse, il est vrai). Des réalités pour le moins contrastées, qu'il incombera à la FHE de réduire progressivement.

Durant son assemblée générale, la FHE a également reçu la visite de Katharina von Schnurbein, la nouvelle représentante du Bureau des conseillers de politique européenne (BEPA). Une visite qui témoigne du crédit que la Commission européenne accorde désormais à la Fédération Humaniste Européenne. Ce signe positif était très attendu, alors que depuis plusieurs mois une plainte contre la Commission pour cause de «traitement favorable accordé aux Églises dans le cadre du dialogue instauré par l'article 17 du TFUE», initiée par la FHE, suit son cours auprès du médiateur européen. Lors de sa visite à Utrecht, Katharina von Schnurbein, a d'ailleurs tenu à rappeler que la Commission entendait mener un dialogue équilibré avec les représentants des organisations confessionnelles et non-confessionnelles, parmi lesquelles la Fédération Humaniste Européenne peut aujourd'hui espérer occuper une place de choix. ■

1 Le BEPA est l'organe chargé par la Commission européenne de mettre en œuvre l'article 17 du Traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Les noces bataves

Pascal Martin
Journaliste

Des élections législatives sont organisées le 12 septembre aux Pays-Bas. L'occasion pour les démocrates d'apprécier les conséquences d'un mariage avec le populisme.

À trop composer avec le diable, on finit en enfer. En 2010, le libéral Mark Rutte était sorti vainqueur, mais de trop peu, de législatives anticipées provoquées par le refus des travaillistes alors au gouvernement de poursuivre la mission militaire internationale en Afghanistan. Pour disposer d'une courte majorité à la Chambre basse, Rutte avait pactisé avec le populiste Geert Wilders, lequel lui avait garanti le soutien de ses députés depuis les bancs de l'opposition en échange de mesures drastiques contre l'immigration. L'interdiction de la burqa était ainsi entrée dans la loi néerlandaise. Un tour de vis était également donné aux conditions de regroupement familial. Des mesures semblables à celles entrées en vigueur en France et en Belgique, mais dont l'écho prenait une ampleur particulière dans un pays qui faisait il y a dix ans encore figure de paradis du multiculturalisme.

Les catholiques n'en sont plus et les ouvriers sont devenus des petits bourgeois.

La Hollande piégée par Maastricht

Les choses se compliquent à l'automne 2011 lorsque le gouvernement Rutte entend s'atteler à l'assainissement budgétaire des caisses publiques : 16 à 18 milliards d'euros manquent pour équilibrer le budget de l'État. La faute à la dégradation subite de l'économie, au ralentissement du commerce mondial qui frappe de plein

de retraités menacés par les mesures d'assainissement. Il a mis son veto et Mark Rutte n'avait plus qu'à démissionner. Les coupes budgétaires seront toutefois adoptées le 26 avril avec l'aide de D66, de la Gauche verte et de l'Union chrétienne.

Mais l'analyse ne s'arrête pas là. Selon Jan-Willem Brouwer, le mal néerlandais est bien plus profond que le prurit exprimé par Wilders : « Depuis 2002, nous sommes dans un tourbillon permanent alimenté par les soubresauts de l'affaire Fortuyn et la crise du modèle multiculturel », explique cet historien de l'université de Nimègue. S'y ajoute la disparition du centre dans le paysage



■ Mai 2012 : Geert Wilders assigne le gouvernement néerlandais en justice pour l'empêcher de ratifier le Pacte européen de stabilité.

fouet les exportations néerlandaises et à la dégringolade de la consommation intérieure. Le Bureau central du plan (CPB) avertit alors que le déficit budgétaire des Pays-Bas risque d'atteindre 4,5% du PIB en 2013, soit 50% au-dessus de la norme prévue par les critères de Maastricht. Il est donc temps de redresser la barre. Et pourtant, le gouvernement Rutte sombre corps et biens. Le 25 avril, la reine Beatrix demande au Premier ministre de dissoudre la Chambre basse afin de permettre la tenue d'élections législatives le 12 septembre.

À qui la faute ? À Geert Wilders d'abord, qui a tenté de tirer profit de la situation pour se faire mousser auprès de son électoral, en grande partie composé

européens en délicatesse budgétaire, les Néerlandais ont subitement perdu contre nature avec le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders, il a souligné à nouveau le danger qu'il y a de gouverner avec l'appui de populistes. Pour oserez une analogie, si François Mitterrand avait choisi de s'allier avec les communistes pour mieux les étouffer, Mark Rutte s'est égaré en croyant avaler Wilders.

Le soutien ou la participation de populistes à des gouvernements a conduit au durcissement de la politique d'asile et d'immigration dans des pays comme l'Autriche ou le Danemark. Mais aucun parti populiste associé au

pouvoir n'était allé aussi loin dans l'outrance que le PVV. En février dernier ainsi, Geert Wilders proposait à ses compatriotes de dénoncer les « nuisances et la pollution » des travailleurs venus d'Europe centrale et orientale. En cliquant sur le site de son parti, on pouvait lire ces mots : « Êtes-vous excédés par les ressortissants d'Europe centrale et orientale ? Avez-vous perdu votre travail en faveur d'un Polonais, d'un Bulgare, d'un Roumain ou d'autres Européens de l'Est ? » Wilders et ses affidés se proposaient de transmettre les plaintes ainsi recueillies au ministre néerlandais des Affaires sociales et de l'Emploi.

Cette offre de délation a eu beau provoquer l'indignation un peu partout en Europe, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte s'en est lavé les mains. Deux mois plus tard, sa coalition était par terre. L'histoire retiendra que son gouvernement est tombé sur les chiffres d'un budget, non sur la défense des valeurs d'une société longtemps réputée parmi les plus tolérantes – parmi les plus indifférentes, rectifient ses critiques.

Le gouvernement de Mark Rutte s'avance en grand perdant vers les législatives de septembre. Cette fois cependant, ce n'est pas la formation de Geert Wilders qui devrait tirer les marrons du feu. Depuis le mois de janvier, le « petit » Parti socialiste – qu'il ne faut pas confondre avec les travaillistes du PVDA – tient la corde dans les sondages. En étant « contre tout » – aussi bien contre les économies budgétaires

que les plans de sauvetage de l'euro ou le recul de l'âge de la retraite – il est devenu sur le papier le premier parti politique du royaume. Très actifs dans les villages et les quartiers, les socialistes apportent à les entendre une solution pragmatique et de proximité aux problèmes de l'époque, suivant une approche qui semble aujourd'hui davantage rassurer la rue que la rage xénophobe des populistes. Les Néerlandais craignent en effet la baisse programmée des pensions après les élections législatives allemandes censées ramener les sociaux-démocrates du SPD au pouvoir à Berlin.

Elles mettraient un terme à la politique d'austérité de la chancelière Angela Merkel – laquelle s'active déjà à mettre de l'eau dans son vin.

À gauche toute

Si l'on ajoute qu'à la montée en puissance des socialistes correspond le déclin des piliers du paysage politique néerlandais, les travaillistes et les chrétiens-démocrates, la tentation est forte d'établir un parallèle avec les dernières évolutions européennes en date. En Grèce, la défaite cinglante inattendue du Pasok et aux conservateurs de la Nouvelle Démocratie. Au Danemark, la poussée des partis de gauche qui a permis à la social-démocrate Helle Thorning-Schmidt de se débarrasser de la tutelle qu'exerçaient les nationalistes du Parti du peuple danois sur le gouvernement libéral-conservateur. En France, le retour aux avant-postes

de l'extrême gauche propulsée par Jean-Luc Mélenchon, même si les socialistes ont pris ici le pouvoir...

Son gouvernement est tombé sur les chiffres d'un budget, non sur la défense des valeurs d'une société longtemps réputée parmi les plus tolérantes.

C'est en vertu de cette addition de victoires plus ou moins affirmées de la gauche et du centre-gauche que la construction européenne pourrait être réorientée après les élections législatives allemandes censées ramener les sociaux-démocrates du SPD au pouvoir à Berlin.

Elles mettraient un terme à la politique d'austérité de la chancelière Angela Merkel – laquelle s'active déjà à mettre de l'eau dans son vin.

Quant à Geert Wilders, il n'a sans doute pas dit son dernier mot. Lors de la campagne électorale de 2010, déjà axée sur les difficultés économiques et financières des Pays-Bas, le populiste et son fonds de commerce xénophobe avaient semblé complètement largués. On disait le PVV en recul. À la surprise générale, il était pourtant devenu le troisième parti national au détriment des chrétiens-démocrates. Car le vote populiste est par nature imprévisible. Il est le gaz moutarde des campagnes électorales. ■

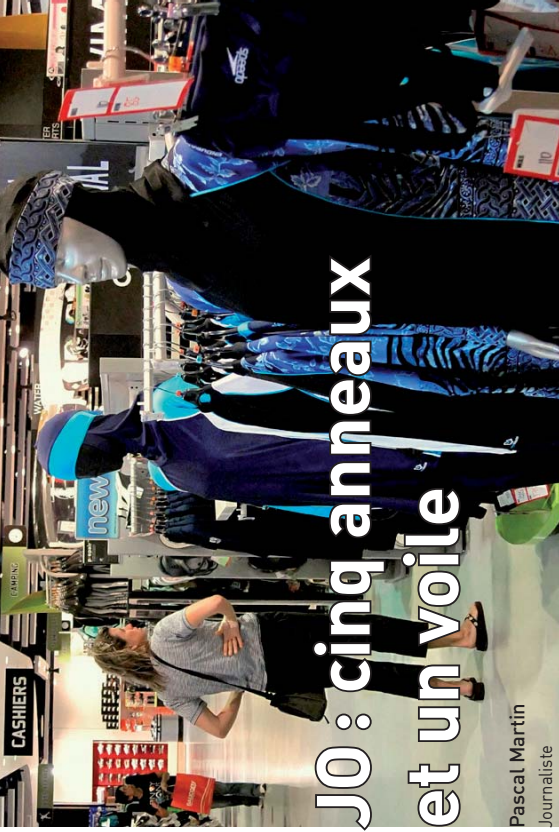
dossier LES NOUVELLES FAMILLES

Eduquer n°91 vient de paraître.

Ces dernières décennies, nous avons assisté à l'apparition d'une grande diversité de structures familiales : Famille monoparentale, famille recomposée, famille démissionnaire, famille homoparentale... la famille n'est plus ce modèle unique et réducteur du papa, de la maman et des enfants.

Cette situation entraîne une reconsidération de la notion même de famille. L'émergence de ces « nouvelles » familles invite à redéfinir les rôles parentaux et familiaux. Une tâche à laquelle le dossier du dernier *Eduquer* tente de répondre...

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente (celb)
Ave de la fontaine, 2 – 1000 Bruxelles
02/511 25 87 - celb@celb.be
www.ligue-enseignement.be



J0 : cinq anneaux et un voile

Pascal Martin
Journaliste

Si Pierre de Coubertin acceptait que le patriotisme soit présent dans les Jeux olympiques, il souhaitait aussi que chaque athlète y ajoute une pincée de sentiment universel. Mais il entendait surtout dépasser par le sport les différences d'ordre politique, économique, racial et religieux¹.

En pourtant, les Jeux olympiques sont aujourd'hui au centre de revendications islamiques, entre islamistes. Le prince Ali de Jordanie, le vice-président de la FIFA pour l'Asie, s'est dit à nouveau favorable en avril dernier au port du voile pour les équipes féminines musulmanes dans les compétitions de football. En 2011, l'équipe féminine iranienne de foot avait été privée des éliminatoires olympiques à cause de l'interdiction du voile. Ali de Jordanie estime toutefois que l'insistance mondiale du football devrait l'autoriser prochainement : « Je pense que le hijab ne doit pas empêcher la participation des femmes musulmanes aux Jeux olympiques [1]. Les Jeux seront une grande opportunité pour les femmes arabes et musulmanes de montrer leurs capacités », a-t-il argumenté dans les pages du journal français *L'Équipe*².

Depuis des mois, Ali de Jordanie fait campagne pour que les athlètes féminines musulmanes puissent porter le

voile. En 2007, le hijab avait été banni du football au motif qu'il est dangereux lors de la pratique de ce sport. Depuis, le prince a marqué des points. En mars dernier, l'International Football Association Board (IFAB) a permis aux joueuses de porter le foulard islamique. Cette décision, qui doit encore être ratifiée, va toutefois à l'encontre de la volonté de la FIFA qui avait annoncé dès 2010 son intention de l'interdire, ainsi que d'autres signes qualifiés de religieux, pendant les Jeux olympiques de Londres en 2012.

Il faut toutefois savoir que le foulard est autorisé en compétition lors de certains sports olympiques comme le rugby et le taekwondo. Mais personne n'est dupe : en plaçant pour le droit des femmes à porter le foulard lors des JO, le prince Ali de Jordanie relance à sa manière un débat où se croisent normes religieuses, indépendance de la femme et survivance de la tradition. Parallèlement, on trouve sur internet nombre de sites faisant l'éloge de ce « hijab qui a brillé lors des Jeux olympiques de Pékin en 2008 où de nombreuses athlètes féminines de religion musulmane ont brisé les stéréotypes occidentaux, prouvant ainsi que d'enfiler le hijab n'est pas un obstacle à exceller dans la vie et le sport »³.

Ramadan à la carte

Pour l'anecdote, les athlètes musulmans des deux sexes auront à surmonter un autre défi lors de ces Jeux

Le «burkini» : une combinaison pour la natation de haut niveau ne laissant apparaître qu'une partie du visage.

olympiques : le mois sacré du Ramadan coïncide en effet avec les dates de la grande manifestation sportive qui se tient à Londres entre le 27 juillet et le 12 août⁴. Les musulmans sont alors censés jeûner du lever au coucher du soleil, une exigence qui pourrait entraver la performance des athlètes.

Toutefois, selon un responsable du Comité national olympique émirati, certains athlètes pourraient choisir de reporter leur jeûne afin de maximiser leurs chances : « Je ne pense pas qu'il y aura de problème, nos athlètes sont programmés pour cela », a-t-il affirmé. « Dans certains cas, il est permis de rompre le jeûne, pourvu qu'il soit posé. Mais cela dépend de l'individu », a ajouté ce responsable. Reste à voir si la religion primera ou non dans les délégations sur le nationalisme sportif. En attendant, certains athlètes ont choisi de couper la poire en deux : ils pratiqueront le jeûne, quitte à y renoncer s'ils s'aperçoivent que leurs performances s'en ressentent.

Trois mille athlètes musulmans doivent concourir lors des Jeux olympiques de Londres. En théorie, chacun écouterait sa conscience. Mais pas seulement. Le nageur émirati Obaid Al Jasimi a ainsi annoncé qu'il consulterait les autorités islamiques sur l'opportunité de rompre le Ramadan pendant les JO où il espère concourir lors du 100 mètres nage libre et lors du 100 mètres papillon. ■

BRÈVES

BORN IN THE USA...

C'est une excellente nouvelle en ces temps où le retour du conservatisme incarné par le républicain Mitt Romney menace aux États-Unis : un Américain sur cinq souhaiterait que Bruce Springsteen compose le nouvel hymne américain. « The Boss » serait l'homme idéal pour chanter le futur hymne national (à 22%). C'est le résultat d'une enquête menée par le magazine *Entertainment Weekly* et l'émission « 60 minutes » de CBS qui ont voulu savoir quel artiste serait le favori des Américains pour leur faire oublier le *Star-Splangled Banner* et composer un nouvel hymne pour le pays. Suivent par ordre d'arrivée Dolly Parton, Stevie Wonder, Bob Dylan, John Williams, Jay-Z et Madonna.

Écrit par Francis Scott Key, l'actuel hymne national américain décrit le bombardement britannique du fort McHenry à Baltimore lors de la guerre de 1812. « *Leur sang a lavé les sillures de leurs traces immondes...* »

...AVEC LA MORT POUR HÉRITAGE

Ce que le sondage ne dit pas, c'est de quel refrain se chaufferait « The Boss ». L'artiste est en effet connu pour son engagement politique : en 2008, lors de la campagne présidentielle américaine, il avait notamment apporté son soutien à Barack Obama. Ce serait aussi pour Springsteen l'occasion rêvée de mettre les choses au point. Beaucoup ont vu à travers les paroles de *Born in the USA* sorti en 1984, et qu'il tentait de récupérer successivement Ronald Reagan et George Bush père, un hymne à la gloire des États-Unis. En réalité, *Born in the USA* raconte le retour au pays d'un vétéran du Vietnam rejeté par ses concitoyens, le thème plus d'une fois traité par le cinéma américain (*Rambo* notamment). La fierté nationale n'est pas ici de mise.

En français, *Born in the USA* donne ceci :

« *J'étais dans le pétrin dans ma ville natale*

Alors on m'a mis un fil à dans la main

Et on m'a envoyé vers une terre étrangère

Pour aller tuer l'homme jeune

Je suis né aux États-Unis, né aux États-Unis » (map)

GABRIELE N'EST PAS UN ANGE

On vous a raconté dans le précédent *Espace de Libertés* la saga du « Vaticanileaks », ces fuites qui éclaboussent le Vatican et font craindre jusqu'à un attentat sur la personne du pape. « *Auteur de Benoît XVI intrigues et complots iraient bon train pour préparer sa succession avant l'heure. Le Saint-Père vient de fêter ses 85 ans* », écrivions-nous.

Au cœur de cette affaire, il y a un corbeau qui a pendant des mois informé la presse italienne en faisant « fuiter » des documents ultra-confidentiels. Très contrarié par ce climat à la « Da Vinci Code », le pape avait demandé qu'une enquête soit menée pour déboucher le corbeau. Ses limites sont désormais convaincus que le vilain oiseau serait Paolo Gabriele, le majordome de Benoît XVI, censé le protéger des intempéries puisque c'est lui qui tient habituellement son... parapluie. Des documents secrets auraient été retrouvés à son domicile en mai dernier. Il a été déferé devant les autorités judiciaires du Vatican. Gabriele, qui ne serait donc pas un ange, risque une peine de 30 ans de prison, affirme *La Repubblica*. « *Le vol de la correspondance d'un chef d'État* », en l'occurrence le pape, « est un délit équivalent à l'atteinte à

la sécurité de l'État », écrit le quotidien. Marié, père de trois enfants, Paolo Gabriele est l'un des très rares laïcs à avoir accès aux appartements pontificaux.

Toujours selon *La Repubblica*, Paolo Gabriele était aux ordres d'un groupe, non identifié, de « cardinaux, archevêques et messeigneurs » qui préparent « un véritable coup d'État » au Vatican. Ils voudraient « prendre le contrôle de la secrétairerie d'État » dirigée par le cardinal italien Tarcisio Bertone, considéré comme un fidèle de Benoît XVI. Leur forfait accompli, ces Judas prendraient en main le Conclave où ils placeraient un pape élu dans leurs rangs. Il se passe toujours quelque chose à l'ombre de Saint-Pierre. (map)

NONNETTE ONANISTE

Le Monde (8/6) raconte les prises de position, si l'on ose dire, de Secur Margaret Farley, nonnette étatsunienne, professeure d'éthique qui vient de publier un livre qu'on se passe en coulisse. Elle y déclare notamment : « *Exprouver du plaisir sexuel auto-érotique ne pose aucun problème de moralité* ». Un avis fort divergent de celui que professent les ultracathos ukrainiens, pour qui chaque acte de masturbation masculine est un génocide de 300 000 vies potentielles. Du côté du Vatican, on se tait dans toutes les langues, mais il est vrai qu'on y a d'autres chasses à fouetter. (yk)

LE CALVAIRE DES BANQUIERS

Les habitués de cette rubrique n'ignorent pas que les financiers français ont quelques comptes à régler avec le ciel en prévision d'un passage plus ou moins prolongé au purgatoire où ils ne manqueront pas de croiser collègues de l'IOR, la banque du Vatican. En prévision, nous relate *Le Canard Enchaîné* (13/6) qui a mis la main sur l'invitation, le dénommé Pierre de Lauzun, « directeur général délégué de la fédération française, et délégué général de l'Association française des marchés financiers » (ouf), a prononcé, le 14 juin, une homélie à l'église Saint-Roch de Paris. Titre de l'intervention : « Défense et illustration de la profession bancaire ». Un sujet que n'auraient pas renié les Juifs florentins de la Renaissance. Pas sûr que cela suffise à racheter tous les péchés de la haute finance. Heureusement, on sait se montrer repentant : la conférence se tiendra, précise l'invitation, dans la « chapelle du Calvaire ».

On allait le dire. (yk)

UN ADMINISTRATEUR DU CAL QUI NE MANQUE PAS DE FOND

Le fonds Houtman attribue tous les deux ans ses prix d'encouragement à des actions neuves et originales en faveur de la petite enfance défavorisée.

Le fonds distingue trois catégories : droits de l'enfant, arts/culture et santé. Le CAL est particulièrement fier de voir l'un de ses administrateurs, Philippe Toussaint, lauréat du prix 2012 pour la catégorie « droits de l'enfant », pour l'ASBL Dynamique qu'il dirige. L'action ainsi honorée vise à l'aide aux mineurs étrangers non accompagnés. Félicitations ! (yk)

L'entretien de Jean Sloover avec Raymond Trousson

Le nourrisson de la nature

C'est l'année Jean-Jacques Rousseau ! L'auteur du *Contrat social* a-t-il encore quelque chose à nous dire ?



Raymond Trousson, spécialiste de Rousseau, Voltaire et Diderot.

Siècle des Lumières. En Europe, la bourgeoisie croît partout, les sciences progressent, un nouveau vocabulaire politique émerge. Quelques mots dominent l'esprit du temps : nature, bonheur, vertu, raison, progrès... C'est le temps du despotisme éclairé : le temps, surtout, de l'utilitarisme. « *L'utilité est la tendance d'une chose à préserver de quelque mal ou à procurer quelque bien* », écrit le philosophe anglais Jeremy Bentham. L'utilitarisme fait vite figure de philosophie officielle. « *Une philosophie marchande, une mécanique, une comptabilité* », constate l'historien des idées politiques, Jean Touchard. Confondant morale et intérêt, subordonnant la politique à l'économie, c'est la « pensée unique » de la classe montante. Une classe à laquelle nulle autre n'a alors la capacité d'opposer une doctrine alternative cohérente. Seuls quelques penseurs isolés se révoltent, défendant des idées démocratiques et égalitaires. Bâissant parfois des cités d'utopie. Jean-Jacques Rousseau est le plus grand de ces solitaires. Une série de manifestations célèbrent actuellement le tricentenaire de sa naissance. À l'heure où les marchés financiers imposent à leur tour leur logique comptable au monde, Rousseau conserve-t-il quelque actualité ? L'opinion de l'écrivain Raymond Trousson*, spécialiste des littératures modernes comparées et du XVIII^e siècle et biographe – entre autres – du philosophe genevois²...

Espace de Libertés : Raymond Trousson, la philosophie du contrat social de Jean-Jacques Rousseau a inspiré la Révolution française et la Déclaration des droits. Décédé en 1978 à l'âge de 66 ans, Rousseau, pourtant, n'a pas connu 1789 ?

tous ces auteurs ont fait, eux aussi, l'objet de lectures partisanes qui en altèrent l'essence.

Moins de riches, moins de pauvres

Certains penseurs comme l'Américain Lester Crocker reprochent à Rousseau d'avoir favorisé le totalitarisme moderne ?

Ces critiques renvoient aux lectures subjectives multiples qui ont toujours été appliquées à l'œuvre de Rousseau. En France, au moment où la Troisième République prend forme, la gauche et l'extrême gauche l'invoquent comme un père de la démocratie. Fidel Castro, de son côté, aurait, dit-on, combattu la dictature de Batista le *Contrat social* à la main. De l'autre côté du spectre politique, d'aucuns regardent sa pensée comme un moment fondateur du totalitarisme. Lester Crocker, mais aussi Bertrand Russel, ou encore l'historien Jacob Talmon dans son essai *Les origines de la démocratie totalitaire* publié en 1952. En déclarant que tout le pouvoir doit revenir au peuple, Rousseau, disent ces auteurs, invente le redoutable concept de dictateur collectif qui marquera si douloureusement le XX^e siècle. On le voit : les visions inconciliables du philosophe sont toujours d'actualité...

Il est toujours délicat de faire parler les morts, mais a-t-on une idée de ce qu'aurait pensé Rousseau de la Grande Révolution ? Quel regard aurait-il porté sur la Terreur ?

Si Rousseau avait vécu cette époque, une chose est certaine : il aurait considéré les dérives du processus révolutionnaire, ses violences et, donc, la Terreur, comme inacceptables. Sa pensée, en la matière, est toute entière résumée dans cette phrase : « *Le sang d'un seul homme est d'un plus grand prix que la liberté de tout le genre humain*... » Certes, Rousseau a fourni des thèmes aux révolutionnaires, mais il n'est pas le seul. Voltaire, Montesquieu, d'autres encore, ont agi de même. Par ailleurs,

d'autre part. Pour ouvrir cette brèche, l'idée de contrat social, d'évidence, a joué un rôle déterminant. Ou aurait pensé Rousseau de la situation actuelle où les opérateurs économiques et financiers et, plus généralement, tout le mouvement néolibéral d'évidement de l'État, mettent à mal la souveraineté populaire que la Déclaration des droits de l'homme de 1793 regardait pourtant comme « une, indivisible, imprescriptible et inaliénable » ?

Si je crois pouvoir dire que Rousseau aurait condamné le système néolibéral sans appel, il n'était pas, pour autant, partisan de l'égalité absolue. Il se disait, certes, favorable à une moindre différence de richesses entre les nantis et les pauvres de son époque, mais il n'avait néanmoins rien contre une certaine inégalité des conditions. Il était, d'ailleurs, en faveur de la propriété – alors essentiellement terrienne – à la condition expresse que celle-ci demeure limitée aux besoins de l'homme et de sa famille. En résumé, ce que Rousseau veut, c'est un système où nul ne soit assez riche pour en acheter un autre et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre.

Jean-Jacques Rousseau est croyant ; il prône la vertu et l'amour de la nature. Arthur Schopenhauer disait de lui qu'il était « le nourrisson de la nature ». Les Encyclopédistes, eux, sont athées, matérialistes ; ils croient au progrès. Rousseau, qui aimait tant à herboriser, serait-il un précurseur de l'écologie politique ? Un pionnier de la décroissance ?

Dans une certaine mesure. La société où vit Rousseau est une société préindustrielle où la production et la consommation de masse telles que nous les connaissons n'existent pas. Néanmoins, Rousseau a toujours milité pour bannir le luxe qui, pour lui, postule un système économique qui débouche de manière inévitable sur la surproduction et la surconsommation. En fait, ce qu'il prône, c'est un état de vie modéré, modestes qui empêchent l'appartenance de trop grandes inégalités de fortunes. Donc, dans un certain sens, oui, c'est un écologiste avant la lettre. Y compris dans la dimension « protection de la nature » propre à cette mouvance politique. La pollution et

les atteintes à l'environnement ne sont évidemment pas, alors, ce qu'elles sont de nos jours. Mais, à la lecture du roman pastoral *L'Astrée* d'Honoré d'Urfé, Rousseau prend conscience, il le dit, combien les paysages du Forez – une région proche de Saint-Étienne – évoqués dans le livre, sont déjà déformés par les forges qui se développent ; combien le bruissement des feuilles et les chants des oiseaux sont couverts par la stridulation de leurs soufflets et les percussions de leurs marteaux. On peut dès lors, me semble-t-il, affirmer sans risque qu'il aurait forcément déploré le massacre de la nature et de la planète auquel nous nous livrons...

Un auteur inconcevable

Pour Rousseau, l'homme naît bon. Cette idée de bonté naturelle de l'homme est-elle encore recevable au regard des progrès des sciences humaines ?

Non. Mais cette idée de bonté naturelle de l'homme doit être bien comprise. Son sens exact émerge dans son *Discours sur les Sciences et les Arts de 1750* et dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* de 1755. Ce qu'y dit concrètement Rousseau, c'est que l'homme ne naît ni bon, ni méchant parce que ces notions sont, en réalité, des notions morales qui n'existent que dans les civilisations. Quand il tue une antilope, écrit-il, le tigre n'est ni bon, ni méchant : il suit son instinct. Or, dans la nature, l'homme est comme le tigre : un animal qui fait ce pour quoi la nature l'a programmé. Ce qui est original

Si Rousseau réfute l'idée de péché originel, il estime néanmoins que la nature a un « inconcevable auteur » et se proclame croyant. Que sont, au juste, la religion naturelle qu'il prône, le déisme qu'il professe ?

Le déisme de Rousseau se rapproche de celui de Voltaire, mais il subsiste entre eux une différence fondamentale. Voltaire disait : « *L'univers m'émbarasse, et je ne puis songer que cette horloge existe et n'ait point d'horloger* ». Ce Dieu horloger de Voltaire est donc un Dieu créateur ; intelligent et ordonnateur. En ce sens, Voltaire professe un déisme rationaliste : il constate un effet et en déduit une cause. Rousseau partage avec Voltaire l'idée que l'univers a un auteur, mais contre le déisme rationaliste du chef du parti philosophique, son déisme à lui est un déisme de la ferveur, un déisme sentimental, qui annonce Chateaubriand et son *Génie du christianisme*. Pour Rousseau, il existe une religion naturelle : Dieu est un créateur puissant et bon que tous les hommes doivent



Statue de Jean-Jacques Rousseau par Mars-Valliet, à Chambéry, non loin de sa Suisse natale.

La Belgique ne se compte plus

Olivier Bailly
Journaliste

C'est fini et on ne reviendra plus en arrière. La Belgique n'organise plus de recensement. La dernière consultation exhaustive de la population s'est déroulée en 2001. Elle ne s'appelait déjà plus «recensement» mais «enquête socioéconomique générale 2001». Le prochain comptage des habitants de Belgique se fera par fichiers administratifs interposés.

Le comptage de populations existe depuis l'Antiquité. L'objectif était alors de mieux connaître la population pour lever les impôts ou des armées. Mais dans la Belgique fraîchement créée et sous l'impulsion du mathématicien Adolphe Quételet, le comptage des Belges a pris un caractère scientifique, traitant différents thèmes de société comme l'emploi, le logement, ou l'éducation. Ainsi, depuis 1846 et tous les dix ans, un type venait sonner chez les habitants de Belgique pour le demander de remplir un questionnaire. C'était le recensement décennal.

Au bout de 16 recensements généraux et avec l'avènement du registre national des personnes physiques (RNPP) dans les années 90, les autorités politiques questionnèrent la nécessité d'encore mener ces recensements de la population. Puisqu'elles estimaient détenir le chiffre officiel de la population de Belgique, à quoi bon encore lancer un recensement ? Restait cependant à récolter d'autres informations subjectives et socioéconomiques liées aux Belges.

Déjà en 2001, les dés étaient jetés. C'en était fini du recensement «de papa». Mais le gouvernement Verhofstadt de l'époque ne supprima pas directement le recensement traditionnel. Pourquoi ce sursis ? Parce les fichiers et sys-

tèmes informatiques pour le remplacer n'étaient pas au point.

Il fallut donc interroger une dernière fois les dix millions de citoyens. L'organisation fut plus lâche. Les questionnaires furent envoyés par la poste (au lieu d'être apportés aux habitants). Logiquement, seules les personnes inscrites au registre de la population le reçurent. Les policiers n'étaient plus mobilisés à la tâche. Le contexte de crise du troisième millénaire influait également sur les réponses. La méfiance envers tout ce qui porte le sceau de l'autorité publique se fit ressentir. À en croire Micheline Lambrecht, chargée de mission au Bureau fédéral du plan, «certains agents n'osaient pas porter le questionnaire dans certains quartiers !». Pourtant et au final, 96,9% des personnes y répondirent.

Et maintenant ?

Dix ans plus tard, pour cerner les caractéristiques de la population de Belgique, le service «statistiques» du SPF Économie (anciennement Institut national de statistiques) adopte le recensement via base de données. Il regroupe plusieurs fichiers administratifs : le registre national, la banque carrefour de sécurité sociale, la banque carrefour des entreprises, le



Le démontement de Bethléem, par Pieter Bruegel le Jeune. Autres temps, autres mœurs.

cadastre, l'enquête socioéconomique 2001, les données fiscales pour la profession, et certaines enquêtes ciblées.

Les avantages du procédé sautent aux yeux. D'abord, les citoyens ne sont plus dérangés pas les enquêteurs. Plus la peine d'aller embêter monsieur Van Der Elst au lever du lit pour savoir s'il a passé son diplôme de secondaire. Ensuite, le prix du recensement est drastiquement réduit. Le recensement 1991 avait coûté 1,7 milliard de francs belges (42 millions d'euros) au contribuable. «En 2001, nous avons consacré 24 millions d'euros pour les collectes et la codification, explique Pieter Dewitte. ▶

La plus tourmentante des religions

Peut-on dire pour autant de Rousseau qu'il est un libre-exaministe ?

Oui. C'est un héritage intellectuel de ses origines protestantes. Tout homme, professait-il, a le devoir d'examiner ce qu'on lui enseigne. D'où son refus des dogmes, son rejet d'une foi aveugle. Selon lui, Dieu a seulement demandé aux hommes de faire le bien, de ne pas faire le mal et d'adorer son Créateur. Rien d'autre.

Y a-t-il, chez Rousseau, des prises de position explicites concernant la laïcité de l'État ? On imagine sans peine que l'édit de Nantes et sa révocation ont dû l'inspirer ?

Il considérait, on l'a dit, qu'une religion est nécessaire, mais que la meilleure religion naturelle à cet égard, la religion civile, est celle qui n'entraîne pas de conflit avec l'État. La religion qui crée des antagonismes entre l'État et elle, celle qui, dès lors, oblige les citoyens à choisir entre le Roi et le Pape, celle qui, donc, divise au lieu de réunir, est la pire, la plus tourmentante, dit-il. Sachant que, pour lui, chaque homme doit pouvoir jouir de la liberté de conscience, le cœur de Rousseau inclinait donc assurément au protestantisme.

S'il est un message de Jean-Jacques Rousseau particulièrement destiné à notre époque, lequel serait-il selon vous ?

Sans hésiter, la première phrase du *Contrat social* : «L'homme est né libre et partout il est dans les fers.» En consignait ce constat, Jean-Jacques Rousseau songeait bien entendu aux dominations, aux aliénations de son temps : l'absolutisme, l'arbitraire, la contrainte, etc. Certes, nous sommes, à cet égard, plus libres de nos jours qu'à son époque. Mais la servitude n'a pas disparu pour autant ; elle a changé de nature. Et il est sûr que c'est avec autant de vigueur que Rousseau dénonçait aujourd'hui l'ultralibéralisme : l'esclavage économique qui s'est substitué à l'esclavage politique de son temps... ■

La Pensée et les Hommes
À la télévision

La débaptisation
Les archives paroissiales
Christine Mironczyk et Jacques Lemaire

Les accommodements dits «raisonnables»
Réflexions en marge des Assises de l'interculturalité
Chemsî Cherref-Kham, Ahmad Aminian et Jacques Lemaire

Le fonctionnement de l'Église catholique dans un contexte de crise
Pourquoi y a-t-il moins de catholiques aujourd'hui ?
Caroline Sagesser, Étienne Arcoq et Jacques Lemaire

Pratiques et signes religieux : et alors ?
Comment gérer les signes de la religion dans l'espace public
Éliane Deproost et Jacques Lemaire

Le terrorisme amoureux
La violence affective en marge de la violence physique
Marie-Claire Cardinal, Patrick Traube et Jacques Lemaire

Le droit à la mémoire
Le droit à la mémoire n'est-il pas un devoir de mémoire ?
Pierre Mertens, Alain Berenboom et Jacques Lemaire

Apprentis philosophes
Un outil pédagogique pour l'enseignement de la morale
Claudine Leleux et Jacques Lemaire

L'orientation sexuelle : biologie ou éducation ?
L'homosexualité est-elle innée ou acquise ?
Jacques Balhazart, Patrick Hannot et Jacques Lemaire

Histoires de la science
Jean C. Baudet et Paul Dambon

Identités laïques
Comment un laïque peut s'identifier par rapport aux autres citoyens
Marc Mayer et Jacques LEMAIRE

JEANNE
17
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
22
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
28
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
31
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
5
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
11
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
14
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
19
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
25
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

JEANNE
28
JANVIER
2020
MARTIN LÉNA

En relisant Les Misérables

Pascal Martin
Journaliste

C'est une magnifique histoire, la marque d'une époque et de l'humanisme qu'elle a cherché à produire tel un antidote. Les Misérables dont on vient de fêter les 150 ans est au carrefour de nos repères culturels. Et pourtant, ce prodigieux roman est aussi un illustre inconnu. En 2008, la « Maison de Victor Hugo » avait ainsi fait grincer des dents en baptisant une de ses expositions : « Les Misérables, un roman inconnu ». Tout le monde en a entendu parler, trop peu l'ont lu.



L'affiche de Jules Chéret pour la publication des Misérables en 1886.

En réalité, chaque jour qui passe pourrait inspirer une nouvelle œuvre de ce trempe. Dans la préface des Misérables, Victor Hugo a ainsi posé les jalons d'une histoire sans fin : « Tant qu'il existera, par le fait des lois et des mœurs, une damnation sociale créant artificiellement, en pleine civilisation, des enfers, et compliquant d'une fatalité humaine la destinée qui est divine; tant que les trois problèmes du siècle, la dégradation de l'homme par le prolétariat, la déchéance de la femme par la faim, l'atrophie de l'enfant par la nuit, ne seront pas résolus; tant que, dans de certaines régions, l'asphyxie sociale sera possible; en d'autres termes, et à un point de vue plus étendu encore, tant qu'il y aura sur la terre ignorance et misère, des livres de la nature de celui-ci pourront ne pas être inutiles. » Cent cinquante ans plus tard, la société occidentale n'a plus l'odeur de la sueur ni la pestilence des ordures parisiennes. Mais ni le progrès ni la prospérité n'ont réussi à la rendre égalitaire. Les Misérables, roman admirable, est aussi une mauvaise pièce qui se joue au quotidien pour bien des exclus.

Art engagé

Un peu d'histoire. C'est, rappelons-le, pour se mettre à l'abri de la honte d'un flagrant délit d'adultère que Victor Hugo se place en retrait et commence à

écrire ce chef-d'œuvre. Nous sommes en 1845. Victor Hugo a 43 ans. Sa fille Léopoldine est morte il y a deux ans déjà. Pair de France, écrivain réputé, il n'a plus rien écrit depuis son entrée à l'Académie française. On le dit « fini ». Il débute alors l'écriture des Misérables.

En 1840, Victor Hugo vit en exil à Saint-Pierre-Port, sur l'île anglo-normande de Guernesey. Son opposition à Napoléon III – qu'il appelle Napoléon le Petit – l'a jeté hors la terre de France. À Guernesey, il remanie complètement Les Misérables. En 1842, le roman est publié par les éditeurs bruxellois Lacroix et Verboeckhoven qui ont cassé leur tirelire pour acquitter un cachet de 300 000 francs. La critique est mitigée. Gustave Flaubert et Charles Baudelaire lui reprochent notamment de se mêler de politique. Pour eux, la littérature s'ignifie l'art pour l'art. L'art engagé n'a pas lieu d'être.

« Ce livre a été composé du dedans au dehors », a un jour déclaré Victor Hugo dans une projection du moi vers l'autre et le monde, de la famille à la société. Hugo, blessé par la vie, se transforme en réceptacle de l'angoissante immensité du mal social. Pour cela, il campe des personnages venus de tous les horizons, hommes et femmes de toutes conditions qui sont autant de coups de

navettes par exemple, on nuance le constat : « Pour la santé, on peut obtenir des enquêtes plus complètes par sondage et ensuite de recouper avec le recensement administratif », estime Catherine Graumé. Le professeur démographe Claude-Michel Loriaux est en profond désaccord avec son ancienne élève : « Du point de vue de la démographie, les recensements sont une source essentielle. Ils donnent la structure tandis que l'état civil donne le mouvement. Il y aura une perte d'informations incontestables. De plus, on abandonne une source qui permettait de vérifier d'autres sources, d'apprécier la qualité des données récoltées par ailleurs ».

Que faire alors ? Le retour en arrière est impossible. Et se passer d'informations détaillées sur la population l'est tout autant. Le chercheur de la VUB Patrick Deboosere propose une piste : « L'idéal, selon moi, aurait été de coupler un recensement administratif avec une enquête auprès de 1%, voire 5% de la population soumis à des questions plus approfondies. Ces deux techniques couplées pourraient alors donner un suivi de la population plus précis. »

De plus, les comparaisons avec les décennies 1800 et 1900 ainsi qu'à travers les entités spatiales en seront plus pertinentes. Au-delà d'une tradition qui s'éteint, c'est surtout une mine inépuisable d'informations comparatives qui disparaît.

Lenjieu n'est pas anecdotique. Connaître la population permet aux dirigeants d'organiser sur des informations fines et étayées des politiques d'emploi, d'enseignement, de logement, etc. Et cela dans une vision à long terme. À moins que cela aussi, on laisse tomber... ■

Si côté SPF, on reconnaît une perte d'informations liées à la santé ou les

Les habitants de Belgique ? Allez, deux fois

Selon que vous consultiez les données statistiques européennes ou belges, vous obtiendrez deux populations belges différentes.

Pourquo ? Dans le registre de l'État national, les personnes qui viennent de l'étranger et qui sont en demande de séjour sont intégrées dans le registre « 5 ». Ce fichier comptabiliserait environ 50 000 personnes. Il n'est pas pris en compte dans le calcul de la population de Belgique pour l'État fédéral tandis qu'Eurostat demande depuis 2008 d'inclure ces demandeurs d'asile dans la comptabilité nationale. Résultat : nous avons deux populations officielles au premier janvier de chaque année, une européenne et une nationale...



attaché statistiques « Censur 2011 » au SPF Économie. Et pour 2011 ? « Neuf millions d'euros parce que nous mettons les mécanismes en place pour la première fois. Quand le système sera développé, ce ne sera qu'une fraction de ce montant. Presque rien. »

Les délais de sortie des données seront également plus rapides. Un délai de trois ans dans un premier temps alors que certaines monographies de l'enquête de 2001 sortent en... 2007.

Au-delà d'une tradition qui s'éteint, c'est surtout une mine inépuisable d'informations comparatives qui disparaît.

nous récoltions des informations floues. À la question du type de travail, par exemple, comment prendre en compte les réponses « travail en Allemagne » ou « fonctionnaire » ? »

Une perte d'informations

Micheline Lambrecht se rallie à certains constats de carence de l'enquête de 2001 : « Dans les dernières éditions, le recensement était réalisé avec moins de qualité parce que moins d'argent, moins de personnes. Face à cette matière plus broutonne, les temps de traitement et de vérification des données étaient beaucoup plus longs. » Mais l'expertise du Bureau du plan regrette l'abandon du recensement traditionnel

1 Isabelle Thomas, Ann Verhetsel et Vincent Lorient, « Le recensement de la population : un requiem ? », dans Regard économique, n°67, mars 2009.
2 Il a notamment pris part au projet Microcens 2004, un projet fédéral de recensement par quartier. Cette méthode de compilation de données du premier census administratif prévu en 2011.

Pour moi, presque tout ce que j'ai appris de bien, je l'ai appris par les livres. Et ma compréhension du monde ou le peu que j'en ai, s'est obscurcie à partir du moment où j'ai eu de l'expérience.

Charles Dantzig

Milady Renoir
Écrivaine

cabulaire. La civilisation, c'est la grandeur de la syntaxe, l'agencement infini et subtil de la grammaire, la beauté facieuse ou tragique du déroulé de la narration. Bref, tout ce qui est inutile dans notre présent de pragmatisme desséché et de raison instrumentale, de vidéosphères divertissantes et de réseaux superficiels. Lecteur vorace, tout tout m'intéresse, des sciences humaines au récit de voyage, de l'intrigue policière à la biographie éclairée, du roman dédaigné au traité de philosophie. C'est d'ailleurs le sens de cette modestie rubrique : un passage (pas sage) de mes émotions littéraires et intellectuelles à la surabondance et à l'intellectuel des commentaires prosaïques et en majorité sans le moindre intérêt. La surinformation plaît très durablement.

« Tout ce que j'ai appris de bien, je l'ai appris par les livres... »

illustrés par Aurore Petit et préfacés par Stéphane Hessel, qui, chacun sous un angle original, pour nous rappeler que jamais la bête ne meure car elle peut être tapie au fond de nos consciences.

Mettre en scène un philosophe dans un roman peut être risqué et aboutir à d'inraisemblables anachronismes. Après son récit sur Nietzsche, Irvin Yalom fait de Spinoza, et de Rosenberg,

Après son récit sur Nietzsche, Irvin Yalom fait de Spinoza, et de Rosenberg, l'idéologue du III^e Reich, le personnage central de sa nouvelle fiction. C'est stupéfiant d'originalité et de justesse.

central de sa nouvelle fiction. C'est stupéfiant d'originalité et de justesse. On découvre l'œuvre aride et révolutionnaire d'un des plus hauts esprits de l'histoire intellectuelle dans sa vie simple de tous les jours. Comment l'éthique peut résonner en nous au-delà des académismes et des érotismes de textes exigeants.

tionnaire d'un des plus hauts esprits de l'histoire intellectuelle dans sa vie simple de tous les jours. Comment l'éthique peut résonner en nous au-delà des académismes et des ésoétrismes de textes exigeants.

delà des académismes et des ésotérismes de textes exigeants.

Beau petit livre des éditions Alice sur le cheminement qui conduit inextinguiblement, si la vigilance citoyenne s'estompe, vers la dictature et l'autoritarisme. Sept femmes, sept récits

La joie face à l'élégance du style peut marquer le caractère ignominieux du propos. Le roman de Gloucome se présente sous la forme d'une seule lettre, découpée en chapitres, mais une lettre de dénonciation adressée au commandant allemand sous l'occupation. Stupéfiant d'horreur, de cruaeté, de bassesse et de cynisme. La face noire et maudite de l'âme humaine peut déboucher sur la beauté littéraire. Depuis Céline ou Drieu La Rochelle...

Bon été littéraire! ■

cabulaire transformé par la logique SMS, l'indifférence individualiste, le refus des engagements, le couple qui tangué, la morale de pavillon de banlieue et les conversations sur les people à la cafétéria. On éclate souvent de rire tant le ton est juste et le trait à peine forcé. Par peur de s'y reconnaître un peu trop ?

vision, j'écoute les radios, je mange
des gens de tous bords, je mange
par jour l'aïvovagé dans des naves

The image displays a vertical stack of five book covers. The top cover is dark blue with the title 'L'Épave de la Méduse' and the author 'Alexandre Dumas'. The second cover is light yellow with the title 'Romain Slocombe' and the author 'Vincent Carlier'. The third cover is red with the title 'ON N'A RIEN VU VENIR' and the author 'STÉPHANE BESSE'. The fourth cover is orange and black with the title 'IRVIN YALOM LE PROBLÈME DU SPÉCIALISTE'. The bottom cover is black with the title 'L'homme sans compassion' and the author 'STÉPHANE BESSE'.

- ✓ Michel Laval, *L'Homme sans concessions*, Arthur Koestler et son siècle, Paris, Calmann-Lévy, 2005.
- ✓ Irvin Yalom, *Le problème Spinoza*, Paris, Gratae, 2012.
- ✓ Sept auteurs, *On n'a rien vu venir*, Bruxelles, Alice, 2012.
- ✓ Roman Slocombe, *Monsieur le Commandant*, Paris, Nili, 2011.
- ✓ Matthieu Jung, *Principe de précaution*, Paris, Stock, 2009

1

Vient de paraître dans la collection *Liberté j'écris ton nom*

Le livre

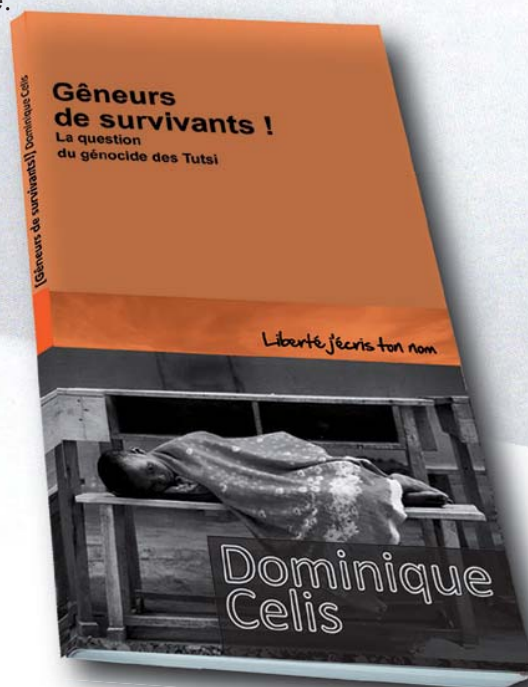
Pour des raisons différentes, les rescapés du **génocide des Tutsi** encombrant au Rwanda et dérangent en Belgique.

Négationnisme et cyberhaine se déploient à visage découvert ; l'un et l'autre posent la question de la considération accordée aux rescapés et humilient une seconde fois les dix mille personnes mises à mort, chaque jour, au printemps 1994. Les Nations unies étaient informées du plan d'extermination. La France a formé, assisté et exfiltré les bourreaux.

Dix-huit ans après, où en sommes-nous ? Après un détour historique, ce livre aborde la difficulté de « vivre avec eux » et dénonce le négationnisme.

L'auteur

Dominique Celis est agrégée en philosophie (ULg). Professeur de morale dans le secondaire supérieur, elle est actuellement collaboratrice politique. Elle a fondé Ni Putes Ni Soumises Liège et milite au R.A.P.P.E.L., Réseau d'actions pour la promotion d'un État laïque. Suite au génocide des Tutsi en 1994 qui décime une partie de sa famille maternelle, elle a écrit sur le sujet des articles, parus dans la revue *Aide-Mémoire des Territoires de la Mémoire*..



En vente au Centre d'Action Laïque ou par virement au compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9974
BIC GEBABBE, en précisant le titre de l'ouvrage dans la communication (frais de port offerts)
Éditions Espace de Libertés : tél. 02 627 68 60 – editions@laicite.net

**8 € l'exemplaire
pour nos abonnés
(au lieu de 10 €)**